

# L'ÉVÉNEMENT

## SYNDICAL

UNIA

N° 13

27<sup>e</sup> année · vendredi 20 septembre 2024

le bimensuel du syndicat UNIA

www.evenement.ch • redaction@evenement.ch • Tél. 021 321 14 60

JAA CH-3000 Berne 16 P.P. / Journal Poste CH SA



THIERRY PORCHET

## LES JOURNALISTES SE MOBILISENT

Tamedia poursuit sa restructuration au rouleau compresseur. Les rédactions romandes du groupe zurichois ont débrayé pour protester contre les nombreux licenciements annoncés. **PAGE 5**

### POINT DE MIRE

## L'augmentation des salaires est vitale pour le monde du travail

Jérôme Béguin

C'est du jamais-vu en Suisse depuis la Seconde Guerre mondiale: les salaires réels, soit les salaires après déduction du renchérissement, sont en baisse depuis trois années consécutives. La perte cumulée entre 2021 et 2023 est en moyenne de 3%, ramenant les salaires réels au niveau de 2018. Si l'on y ajoute l'augmentation de la productivité, les rémunérations accusent un retard de plus de 5%. Soit 300 à 500 francs qui manquent chaque mois aux bas et moyens salaires. Et pour 2024 et 2025, les maigres revalorisations annoncées et estimées ne devraient qu'à peine compenser le renchérissement prévu. Rappelons de surcroît que l'indice des prix à la consommation ne prend pas en compte

certaines dépenses incompressibles, telles que les primes maladie, qui ont progressé de 15% en moyenne nationale depuis 2022. Il est donc à craindre que les salariés et les salariées ne doivent continuer à se serrer la ceinture. Or, les rémunérations de certaines branches ne permettent plus de vivre d'un seul salaire. Dans les services à la personne, par exemple, le salaire médian n'est que de 4384 francs. «Soit on vit chez ses parents, soit en colocation ou avec son chéri», témoignait une jeune coiffeuse vaudoise dans notre dernière édition. «Une fois que j'ai payé toutes les factures, il me reste 400 francs pour tenir le mois. Je ne fais plus rien, je reste chez moi», confiait, pour sa part, une vendeuse valaisanne. Augmenter les salaires devient vital pour une partie du monde du travail. Unia revendique une augmentation des salaires effectifs et minimums de l'ordre de 5% pour tous. Des augmentations générales sont préférables aux revalorisations individuelles, qui favorisent les hauts salaires, l'arbitraire et le pouvoir discrétionnaire des chefs. Le syndicat ne veut plus de salaires inférieurs à 4500 francs ni à moins de 5000 francs pour les personnes au bénéfice d'une formation.

Les entreprises peuvent se le permettre. Il est vrai que certaines sociétés souffrent de difficultés d'accès au marché européen, du franc fort et de l'absence de politique industrielle, mais la conjoncture reste au beau fixe et les carnets de commandes sont généralement bien garnis. Le PIB devrait continuer à croître de 2,6% en 2024 et de 2,8% en 2025. De nombreuses branches, comme la construction, le commerce de détail ou l'industrie alimentaire, réalisent de confortables marges. Les entrepreneurs, les

managers et les actionnaires en profitent bien. L'étude 2024 d'Unia sur les écarts salariaux révèle que les rémunérations des dirigeants s'envolent. L'écart moyen entre le salaire le plus bas et le plus élevé au sein des 36 grandes entreprises suisses examinées est de 1:143, cela signifie que la personne la moins bien payée doit travailler 143 ans pour toucher un an du traitement de son CEO!... Quant aux actionnaires, ils n'ont jamais été autant gavés, empochant, pour les seules entreprises cotées à la Bourse suisse, 64 milliards de francs cette année.

En Allemagne, l'économie se porte moins bien et pourtant les salaires réels ont progressé de 3,8% en début d'année. Il faut dire que les salariés allemands multiplient les conflits sociaux depuis l'année dernière avec de nombreuses grèves qui ont débouché sur les plus fortes augmentations salariales obtenues depuis une quinzaine d'années.

Il n'y a donc pas de secret. Comme l'explique la présidente d'Unia, Vania Alleva, «nous ne pourrions négocier avec succès des augmentations salariales que s'il y a une véritable pression en unissant nos forces dans les entreprises et dans la rue». C'est par notre capacité à nous organiser au sein des entreprises et dans les branches que nous pourrions imposer un rapport de force aux employeurs. Dit autrement, il faut tordre le bras des patrons. La manifestation salariale à Berne de ce samedi 21 septembre doit servir de catalyseur à cette mobilisation. Il faut augmenter les salaires, maintenant! ■

Lire en page 3.

### CONFÉDÉRATION

Programme d'économies thatchérien.

**PAGE 4**

### LIBERTÉS

Manifester est toujours plus compliqué.

**PAGE 7**

### NEUCHÂTEL

Le patron de la pizzeria paye à la carte.

**PAGE 9**

### TOUTES ET TOUS À LA MANIFESTATION!

Grande manifestation pour une hausse des salaires le samedi 21 septembre à Berne.

Rendez-vous à 13h30 à Schützenmatte.

Informations et inscriptions pour bénéficier d'un transport gratuit:

[www.unia.ch/inscription-manif-salariale](http://www.unia.ch/inscription-manif-salariale)

Aline Andrey

Dans le quartier des Bergières, à Lausanne, le père de Walter Franco est devenu la mascotte des habitants. Sa photo ne quitte d'ailleurs pas le mur devant lequel le harpiste joue chaque été depuis quinze ans. Pourtant, cette saison, c'est son fils qui a repris le flambeau. «Mes grands-parents ne vont pas bien, donc il est resté au pays. Mais il va arriver, avant que je ne reparte fin septembre», explique celui qu'on surnomme Walti pour le différencier de son père qui partage les mêmes prénom et sourit chaleureux. Leur caractère diffère toutefois. «C'est quelqu'un de très sociable et d'extraverti, lance Walter junior. Je suis tout le contraire: timide et un peu ermite. C'est ma harpe qui fait le premier pas pour moi. Les gens viennent me parler grâce à elle. Au Paraguay, en tant qu'informaticien, je suis beaucoup derrière mon ordinateur. J'ai davantage d'amitiés ici. Finalement, venir jouer en Suisse, c'est une sorte de thérapie. Même si mon meilleur ami, que je ne connais que derrière un écran depuis une dizaine d'années, vit à Londres.»

#### PERMANENCE SOCIALE

C'est avec générosité que le jeune homme de 29 ans se livre. Quoi qu'il en dise, il a su gagner le cœur des passants. Ils sont nombreux à le saluer, lui demander des nouvelles de son père, l'inviter à manger, ou à partager leurs problèmes. De 8h à 18h, six jours sur sept, le musicien, discipliné, offre de fait non seulement des notes de musique mais aussi une écoute précieuse. «Je dois gagner ma vie bien sûr, mais l'important, c'est l'échange. Beaucoup de personnes âgées viennent me parler. C'est le plus joli. Je n'aime pas quémander de l'argent. Libre à chacun de me donner, ou pas.»

Avec l'augmentation du coût de la vie, Walter Franco remarque une diminution des dons, surtout en fin de mois. «A l'étranger, on pense que tout le monde est riche en Suisse, mais ce n'est pas le cas.» Au Paraguay, où il est né en 1995, près d'Asuncion, la capitale, rien n'est simple non plus. Dans ce petit pays d'Amérique du Sud, la population compose avec une corruption endémique et un pouvoir détenu par la droite depuis 1989, héritage de plus de trois décennies de dictature. «Finalement ce sont toujours les mêmes qui ont le pouvoir. Mon grand-père a été torturé pendant ces années de dictature. Il a toujours combattu les injustices... Pour ma part, je préfère ne pas me mêler de politique, car je me sens totalement impuissant», résume Walter Franco.

#### LA MUSIQUE POUR PAYER SES ÉTUDES

A Asuncion, sa famille travaille au marché, commercialisant les bananes cultivées par son grand-père. Il n'a que 3 mois, lorsque son père s'envole pour la première fois à destination de la Suisse afin de jouer de la musique dans un restaurant, puis dans les rues. «Grâce à lui, nous n'avons jamais eu faim, mais il nous a manqué», raconte le fils, qui finira par



Walter Franco, harpiste de la quatrième génération, au moins.

## «LA HARPE FAIT LE PREMIER PAS POUR MOI»

Musicien de rue en Suisse, informaticien au Paraguay, Walter Franco joue de ses diverses identités avec maestria

l'accompagner à l'aube de ses 20 ans. «La première fois que j'ai joué à la gare de Morges, je tremblais, je faisais des fausses notes, et tout le monde passait tout droit sans me regarder. Après une demi-heure, j'ai heureusement reçu un compliment: un jeune m'a dit en anglais que c'était joli et ça m'a donné confiance.» L'argent gagné lui permettra ainsi de terminer ses études d'informatique.

Devant le petit centre commercial des Bergières, Walter Franco souligne sa position privilégiée: «C'est rare pour un musicien de rue d'être toléré sur un emplacement privé, celui d'un magasin, et d'avoir ainsi la possibilité de tisser des liens. Mais j'aime bouger aussi: à Genève, Nyon, Berne, même jusqu'à

Lucerne, dans le quartier de La Sallaz à Lausanne, ou à Morges, où je me suis fait également des amis. Aux Bergières, je reste le fils de... ailleurs, je suis moi.»

#### LA HARPE, INSTRUMENT NATIONAL

Walter Franco partage son émerveillement devant la beauté des montagnes et des lacs, lui qui vient d'un pays dont le sommet le plus élevé ne dépasse pas 842 mètres. «J'aime également beaucoup la culture ici. Le nombre de concerts et leur diversité, en été, est incroyable. Au Paraguay, c'est impossible par exemple d'entendre du rock celtique, et moi c'est ma musique préférée!» Un grand écart avec le son cristallin et doux de sa harpe paraguayenne, instrument et fierté nationale de son

pays d'origine. «Je représente la quatrième génération, peut-être plus, de harpistes dans ma famille. Depuis toujours, il y a une harpe dans le salon. J'ai appris un peu avec mon père, et beaucoup en autodidacte. Les puristes s'arracheraient les cheveux en me voyant jouer», raconte en riant le rocker dans l'âme, qui apprécie d'improviser des airs des Beatles et d'Iron Maiden, et se laisse inspirer par les sons des jeux vidéo, sa passion.

Sa pratique musicale est très différente d'un pays à l'autre. Au Paraguay, elle se limite à quatre heures par semaine et jamais en public, contre plus de 50 heures en Suisse sous les yeux de tous. «Au début de la saison, j'ai mal aux articulations et mes doigts saignent un

peu. Mais ensuite c'est bon, sauf le dos qui ramasse toujours un peu, ajoute le grand gaillard, en s'étirant. Je n'aimerais pas faire de concert sur scène. C'est trop de pression pour moi et je n'ai pas assez de talent. Et puis, j'aime beaucoup être au même niveau que ceux qui m'écoutent, car ils peuvent venir me parler.»

Walter Franco a décidément l'oreille attentive: pour les gens, la musique et les langues. «C'est en écoutant les gens que j'ai appris le français», explique celui qui a grandi, comme la plupart des Paraguayens, dans un mélange d'espagnol et de guarani, langue amérindienne officiellement reconnue.

Après avoir passé le témoin à son père, dans quelques jours, il ira rejoindre sa mère et sa sœur au pays. «Je me réjouis! J'ai hâte aussi de me couper les ongles! Pour jouer, ils doivent être longs, mais je n'aime vraiment pas ça, rigole-t-il. Les couper, c'est comme d'éteindre la lumière d'une scène. Puis, je mettrai ma harpe dans une cave à deux pas d'ici, appartenant à des amis en espérant revenir l'an prochain. Tout dépendra si j'obtiens de nouveau un visa...» ■

### LES TRAITS TIRÉS

Ambroise Héritier



Ambroise H 2024

# «SANS MOBILISATION, AUCUN CADEAU NE SERA FAIT AUX TRAVAILLEURS»

Ce samedi 21 septembre aura lieu la grande manifestation à Berne en vue des négociations salariales de l'automne. Vania Alleva revient sur l'importance d'être de la partie

Propos recueillis par Manon Todesco

**J-1** avant la manifestation nationale pour les salaires. Demain sera l'occasion pour les travailleurs de toute la Suisse de descendre dans la rue et d'exprimer leur ras-le-bol. Tout devient plus cher, alors que les salaires, eux, ne progressent pas. De plus en plus de ménages ont de la peine à joindre les deux bouts. «Cela ne peut plus durer», s'indigne Vania Alleva, présidente du syndicat Unia, qui répond à nos questions.

## QUESTIONS RÉPONSES

**Quels sont les grands axes de revendication de cette manifestation ?**

Notre revendication est claire et nette: il est temps d'augmenter les salaires maintenant! Depuis 2021, les salaires réels ont baissé, du jamais-vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Et cela, malgré une économie qui se porte bien. C'est ce que nous

défendons haut et fort lors de la manifestation salariale du 21 septembre à Berne.

**Pourquoi est-il fondamental de se mobiliser massivement ?**

Les inégalités salariales se sont encore aggravées, les hauts salaires augmentent constamment alors que les trois dernières années, la grande partie des salaires – les moyens et bas salaires corrigés de l'inflation – ont baissé. Les chiffres montrent que le refus des patrons d'accorder des augmentations salariales est purement idéologique. Compte tenu de la richesse créée, il est inacceptable que le revenu disponible des travailleuses et des travailleurs continue de diminuer.

C'est évident qu'aucun cadeau ne sera fait aux travailleuses et aux travailleurs. Nous ne pourrions négocier avec succès des augmentations salariales que s'il y a une véritable pression en unissant nos forces dans les entreprises et dans la rue. C'est pourquoi participer à la grande manifestation sur les salaires est très im-



Comme l'année dernière, les syndicalistes vont ce samedi 21 septembre converger des quatre coins du pays pour faire entendre dans les rues de Berne l'exigence de revalorisations salariales.

portant. Venez à Berne avec vos collègues, vos amis et votre famille!

**Si le rattrapage salarial n'a pas lieu, quelles peuvent être les conséquences pour notre économie ?**

Une inégalité malsaine pour la cohésion sociale et surtout une forte perte du pouvoir d'achat pour la plupart de la population, avec de lourdes conséquences pour le développement de l'économie, car le pouvoir d'achat est un pilier de la bonne santé économique de notre pays.

Je le répète: des augmentations sont

nécessaires et tout à fait possibles!

La Suisse connaît le plein-emploi et manque de main-d'œuvre. Les gains de productivité croissent également. Dans les grandes entreprises, les bénéfices et les dividendes versés aux actionnaires se chiffrent en milliards de francs.

**Qui devrait avant tout bénéficier de ces hausses de salaires et dans quels secteurs ?**

Pratiquement tous les secteurs sont concernés. C'est pour cela qu'en vue des négociations salariales, nous exi-

geons la compensation du renchérissement des trois dernières années, et ce en plus des augmentations de salaire pour toutes et tous.

Des augmentations générales pour les bas salaires sont particulièrement déterminantes, ainsi que la revalorisation des salaires dans les métiers dits «féminins». D'où notre revendication pour un salaire minimum de 4500 francs et au moins 5000 francs pour les travailleurs ayant terminé leur apprentissage. Pour toutes ces raisons, nous devons tous ensemble donner un signal fort demain. ■

## La population valaisanne appelée à manifester deux fois

Face à la perte importante de leur pouvoir d'achat, les salariés et salariées du Vieux-Pays sont invités à descendre dans la rue à Berne le 21 septembre, mais aussi le 16 novembre à Sion

Manon Todesco

L'année dernière, les travailleurs et travailleuses du Valais formaient le plus gros tronçon d'Unia lors de la grande manifestation salariale de l'automne à Berne. Un an après, ils sont prêts à remettre ça. Lors d'une conférence de presse le 11 septembre, Unia Valais s'est exprimé sur l'urgence d'augmenter tous les salaires. «Sur les trois dernières années, aucun salarié valaisan de quelque corps de métier que ce soit n'a pu maintenir son pouvoir d'achat, a dénoncé Blaise Carron, secrétaire régional. En effet, en ne compensant pas intégralement le renchérissement, les employeurs valaisans ont dévalorisé les salaires de leur personnel.»

**PAUPÉRISATION DES SALARIÉS**

Autre phénomène qui contribue à la paupérisation des salariés valaisans, les employeurs ne redistribuent pas les augmentations de productivité. «Par l'intensification du travail, la productivité augmente en moyenne de 1% dans l'économie suisse. Sans une augmentation des salaires réels de 1%



Entouré de Serge Aymon et Francine Zufferey, responsables, respectivement, des secteurs du bâtiment et du tertiaire d'Unia Valais, le secrétaire régional Blaise Carron a, au cours d'une conférence de presse donnée le 11 septembre, plaidé l'urgence d'augmenter les salaires.

chaque année, les salariés se font spolier de leur part de l'augmentation de la productivité», souligne Unia Valais dans un communiqué.

En vue des négociations salariales à venir, le syndicat exige tout d'abord une augmentation des salaires effectifs et minimums de l'ordre de 5%

pour toutes et tous, mais des salaires minimums adéquats, à savoir pas de salaires inférieurs à 4500 francs, et au moins 5000 francs pour les personnes au bénéfice d'un apprentissage. Enfin, le syndicat plaide en faveur d'une revalorisation salariale dans les secteurs à bas salaires, qui sont souvent des secteurs occupés majoritairement par des femmes.

«Pour obtenir leur dû, les salariés doivent utiliser le seul outil efficace à leur disposition, à savoir la lutte collective et la mobilisation», insiste Unia. C'est pourquoi, afin de démontrer leur détermination à obtenir de justes et nécessaires augmentations salariales lors des négociations de cet automne, les salariés valaisans vont de nouveau se mobiliser demain à Berne, et plus massivement encore lors d'une manifestation cantonale pour les salaires organisée par le syndicat le 16 novembre à Sion.

**LES SALAIRES DES APPRENTIS À LA TRÂINE**

En parallèle, Unia entreprendra des démarches auprès des associations professionnelles et des autorités cantonales afin que les salaires des ap-

prentis soient enfin revalorisés, a informé Blaise Carron, qui rappelle qu'une enquête de terrain menée auprès des apprentis des différents centres professionnels du canton avait mis en lumière des salaires largement insuffisants. «Rien d'étonnant, puisque leurs salaires n'ont pas été augmentés depuis dix ans au moins», regrette le responsable syndical.

Pour revaloriser l'apprentissage, Unia demande des salaires entre 1100 et 3000 francs dans l'artisanat et l'industrie et de 900 à 2650 francs dans le tertiaire. «Ces nécessaires et impératives revalorisations doivent s'accompagner par l'extension systématique des conventions collectives de travail aux apprentis appartenant à un corps de métier au bénéfice d'une CCT», exige Unia. ■

Notre vidéo: [youtu.be/vn77AuWyzJk](https://youtu.be/vn77AuWyzJk)



## DÉSACCORD SUR LE FINANCEMENT DE LA 13<sup>e</sup> RENTE AVS

La réforme de la 13<sup>e</sup> rente AVS approuvée par le peuple devra entrer en vigueur en 2026. Une mesure qui coûtera quelque 4,2 milliards de francs selon le Conseil fédéral, qui propose pour la financer de relever la TVA de 0,7 point de pourcentage. Dans un récent communiqué de presse, la Confédération annonce par ailleurs qu'elle contribuera moins aux dépenses de l'AVS (19,5% au lieu de 20,2% actuellement). La réaction de l'Union syndicale suisse (USS) ne

s'est pas fait attendre. Cette dernière accuse le Conseil fédéral d'avoir fait le choix d'un financement «antisocial» et «injuste pour les moyens et bas salaires». Pour elle, la réduction de la participation fédérale n'est pas justifiée, et c'est pourquoi elle appelle le Parlement à corriger le tir cet automne. Pour rappel, les syndicats étaient partisans d'augmenter les cotisations salariales – qui ont eu tendance à baisser ces dernières années – pour financer la réforme. «En particulier, la suppression

du pourcentage de solidarité dans l'AVS a diminué le fardeau des très hauts revenus, note la fédération syndicale. Une telle variante aboutirait à un certain rééquilibrage social, à l'heure du creusement des inégalités en Suisse. Si les très hauts revenus étaient davantage mis à contribution dans l'AVS, le fardeau des bas et moyens revenus diminuerait d'autant.»

L'USS déplore que le Conseil fédéral semble ne pas avoir compris le message envoyé par la po-

pulation lors de ces votations. «Le oui clair à la 13<sup>e</sup> rente AVS montre bien que beaucoup de citoyennes et de citoyens ayant des revenus bas ou moyens peinent à s'en sortir avec leur retraite ou leur salaire.» Et d'ajouter: «Le Conseil fédéral a choisi d'ignorer les résultats de la procédure de consultation, où la majorité des participants s'étaient prononcés pour une variante plus sociale.» ■ MT

# CINQ MILLIARDS D'ÉCONOMIES, LE PROGRAMME THATCHÉRIEN DE KKS

Le rapport mandaté par le Conseil fédéral préconisant des coupes dans le social, les transports publics et l'environnement provoque une levée de boucliers à gauche et dans les syndicats

Jérôme Béguin

Soixante mesures pour 4 à 5 milliards de francs d'économies, c'est le programme - que l'on pourrait qualifier par son radicalisme de thatchérien - élaboré par cinq «experts» conduit par l'ancien responsable de l'Administration fédérale des finances, Serge Gaillard. Sur mandat du Conseil fédéral, ce groupe vient de procéder à un réexamen des tâches et des subventions de la Confédération. Si l'armée et l'agriculture doivent rester des domaines réservés, cette commission préconise des coupes dans l'AVS, dans la réduction des primes maladie, l'accueil extrafamilial, les prestations transitoires, les subventions à l'assainissement des bâtiments, les transports publics, la culture ou encore l'encouragement indirect à la presse. Pour près de 5 milliards donc, ce qui n'est pas rien pour un budget de 85 milliards. Proposition néolibérale encore, celle de lier désormais les charges en personnel de l'administration fédérale non plus en fonction des tâches, mais de l'inflation. Ce rapport Gaillard provoque une levée

de boucliers à gauche et dans les syndicats. Pour l'Union syndicale suisse (USS), il s'agit d'une mauvaise réponse à une mauvaise question, les déficits structurels de la Confédération étant bien moins élevés que ne le prétend la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter

les communes ont amassé, en outre, des fonds propres excédant 100 milliards. «En parlant de freiner la croissance des contributions de la Confédération à l'AVS, le groupe d'experts vise en fait à accroître la pression aux réformes sur cette assurance sociale,

contraire les améliorer, aujourd'hui où les conditions d'octroi sont bien trop restrictives.» Les syndicats contestent aussi la suppression du modeste encouragement indirect à la presse, «car il n'y a pas de réelle démocratie sans un paysage médiatique diversi-

Pour la gauche et les syndicats, l'alternative réside dans la réforme du frein à l'endettement et dans l'introduction de nouvelles recettes fiscales. «Au lieu de procéder à des coupes idéologiques sur le dos de la population, les entreprises et les milliardaires doivent de nouveau contribuer davantage. Le frein à l'endettement, qui est utilisé de manière restrictive et qui n'est pas remis en cause dans le rapport, doit enfin être interprété de manière intelligente. Si les dettes sont stabilisées par rapport à la croissance économique au lieu d'être réduites, nous pourrions maintenir le taux d'endettement à un niveau bas tout en réalisant les investissements nécessaires pour l'avenir», souligne Samuel Bendahan, économiste et coprésident du Groupe socialiste aux Chambres fédérales. Le rapport Gaillard a été approuvé par le Conseil fédéral. Une procédure de consultation devrait être lancée en janvier 2025. ■

**«Au lieu de procéder à des coupes idéologiques sur le dos de la population, les entreprises et les milliardaires doivent contribuer davantage»**

Samuel Bendahan, coprésident du Groupe socialiste aux Chambres fédérales

(KKS). Selon le plan financier établi pour les exercices 2026 à 2028 par le Département des finances (DFF), des déficits pouvant atteindre 2,6 milliards sont à prévoir. Or, comme le rappelle l'USS dans une prise de position, le frein à l'endettement génère des excédents compris entre 1 et 1,5 milliard de francs par an, auxquels s'ajoute la sous-estimation régulière des recettes par le DFF. La Confédération, les cantons et

afin que l'âge de la retraite et les cotisations soient revus à la hausse», dénonce l'USS. La faitière syndicale prévient qu'elle s'opposera à toute détérioration de la sécurité sociale et, en premier lieu, de la rente-pont. «La suppression préconisée des prestations transitoires est inacceptable, alors que la situation des travailleuses et des travailleurs âgés n'a fait qu'empirer. Il faudrait au

fié», et les coupes dans les transports publics, qui aboutiraient «à une détérioration de l'offre et provoqueraient à court terme un renchérissement massif du prix des titres de transport, grevant encore plus le budget des ménages». Le Parti socialiste, pour sa part, évoque dans un communiqué une «attaque frontale contre la Suisse solidaire». Même son de cloche du côté des Verts, qui pointe un «rapport sur commande».

## Ultrariches sommés de passer à la caisse pour le climat

L'initiative pour l'avenir de la Jeunesse socialiste propose un impôt de 50% sur la part des successions dépassant les 50 millions de francs dans le but de financer une vraie politique climatique sociale

Textes Manon Todesco

Ce n'est plus un débat, on sait aujourd'hui que la crise climatique découle directement de notre système économique capitaliste. Et qui en profite? Les plus fortunés, dont le mode de vie, de consommation et les investissements mettent en péril les ressources naturelles essentielles à l'existence de 99% de la population. La Jeunesse socialiste (JS) suisse veut inverser la tendance et faire payer «ceux qui conduisent notre planète dans le mur, à savoir les ultrariches». Avec leur initiative populaire fédérale «Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement», dite initiative pour l'avenir, qui a déposée avec plus de 140 000 si-

gnatures en début d'année, la JS propose la mise en place d'un impôt de 50% sur la part des successions dépassant les 50 millions de francs. Les initiants parlent d'environ 2000 personnes concernées en Suisse, représentant seulement 0,035% des personnes imposables dans le pays... Un projet qui pourrait, d'après leurs calculs, rapporter près de 6 milliards de francs par an à la Confédération, lesquels seraient investis directement et efficacement contre la crise climatique et pour la transition écologique. Ces «profits destructeurs» seraient utilisés pour lutter durablement contre l'inégalité des fortunes, mais aussi pour permettre à la population de travailler, se loger et vivre en société de façon écologique et sociale.

POUR UNE VRAIE TRANSITION

L'initiative pour l'avenir veut aller plus loin que la politique climatique actuelle, associée à du *greenwashing*, et appelle à la mise sur pied de mesures complètes, innovantes et sérieuses. «La lutte contre la crise climatique, ce n'est pas se contenter de poser des panneaux solaires. Nous devons transformer l'ensemble de notre économie, argumente la Jeunesse socialiste. Une telle transformation demande de nombreuses mesures, qui vont du développement d'espaces communs ou du renforcement des modes de déplacement à faibles émissions jusqu'à la transformation écologique de secteurs entiers de l'économie. L'initiative pour l'avenir donne l'impulsion nécessaire afin de mener cette transformation.» Ce

projet est soutenu par d'autres partis de gauche, notamment les Verts, et des associations de défense du climat. «Cette initiative correspond aux positions de base d'Unia, tant sur la redistribution que sur la politique climatique», commente Peppina Beeli, du

département politique du syndicat. «Le degré de soutien que nous lui apporterons lors de la campagne de votation doit encore être discuté au sein de nos instances.» ■

Plus d'infos sur: [initiative-pour-lavenir.ch](http://initiative-pour-lavenir.ch)

### NON À LA MENACE DE L'ÉVASION FISCALE

Sans surprise, les milieux économiques et la droite patronale ne sont pas vraiment emballés par l'initiative pour l'avenir. Dans un communiqué de presse, Economie-suisse accuse les Jeunes socialistes d'anéantir un pilier de l'économie suisse traditionnelle. «Pour payer ces impôts énormes sur les successions, les héritiers des entreprises familiales suisses devront souvent se résoudre à vendre une partie de l'entreprise ou à liquider l'entreprise entière.» Faux, répondent les initiants dans leur argumentaire. «La plupart des grandes entreprises sont des sociétés de capitaux. Cela signifie qu'elles ont un certain nombre d'investisseurs et ne dépendent pas financièrement d'une seule personne. Si cette personne donne ou lègue ses parts, celles-ci ne font que transiter de mains en mains. Selon la structure de l'impôt, il est possible qu'une part de ces actifs doive être utilisée pour payer l'impôt. Mais il est de la responsabilité de la législation de définir des conditions-cadres qui permettent de vendre ces actifs sans peser inutilement sur les liquidités des entreprises.» Autre menace que font planer les représentants des employeurs: l'évasion fiscale. Ces derniers pointent le cas de la Norvège, qui aurait vécu des départs d'entrepreneurs en lien avec une fiscalité excessive, et se disent inquiets. La JS et

ses soutiens se veulent rassurants. «Nous ne voulons plus laisser passer cette mentalité du chantage à l'évasion fiscale, car elle est dénuée de tout fondement. Si nous prenons en compte les recherches actuelles sur ce thème, ce danger est moins important qu'on ne le suppose généralement. Cela s'explique, d'une part, par le fait que l'imposition n'est pas le seul facteur qui pousse à vivre ou non en Suisse. Cet état de fait est encore renforcé par le fait que nous parlons ici d'un groupe de personnes qui ont déjà planifié leur vieillesse en Suisse. D'autre part, il existe aussi dans de nombreux pays des impôts sur les successions présentant des taux d'imposition comparables (par exemple en Allemagne jusqu'à 50%, en France jusqu'à 60% ou en Belgique jusqu'à 80%). L'avantage immédiat de l'évasion fiscale est donc assez restreint.» Et quand bien même, l'initiative prévoit des mesures contre l'évitement fiscal, comme l'enregistrement des donations, la prise en compte des transferts de domicile, ou encore la mesure selon laquelle toutes les donations et successions effectuées après l'adoption de l'initiative sont également concernées par l'impôt de manière rétroactive. ■



La Jeunesse socialiste avait déposée à la Chancellerie fédérale plus de 140 000 signatures en début d'année en soutien à son initiative populaire fédérale «Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement», dite initiative pour l'avenir.

# LES JOURNAUX DE TAMEDIA FUSIONNENT

Le groupe de presse zurichois poursuit sa restructuration au rouleau compresseur. Les rédactions romandes ont débrayé pour protester contre les nombreux licenciements annoncés



Politiciens et syndicalistes ont soutenu le débrayage des rédactions romandes, le 12 septembre. Ici, Arnaud Bouverat, secrétaire régional d'Unia Vaud, devant la Tour Edipresse à Lausanne.



Au bout du lac, l'enseigne de la «Tribune de Genève» a brièvement été travestie pour dénoncer la politique de son éditeur zurichois.

Textes Antoine Grosjean

Quand y'en a plus, y'en a encore! Chez Tamedia, on n'est jamais à court de mauvaises nouvelles. Le groupe de presse zurichois n'avait pas encore tout dévoilé de la restructuration la plus massive de son histoire, qui a déclenché un véritable séisme dans le monde des médias suisses, notamment romands. Trois semaines après avoir annoncé la suppression de centaines de postes et la fermeture de deux de ses trois imprimeries en Suisse, et quelques jours après le débrayage qui a eu lieu à Genève et à Lausanne, voilà qu'il a lâché une nouvelle bombe ce mardi 17 septembre: une série de fusions de ses rédactions, tant en Suisse romande qu'en Suisse alémanique.



OLIVIER VOGELSANG

## UNIQUE RÉDACTION ROMANDE

On savait déjà que Tamedia avait décidé de se concentrer sur les canaux numériques, et de miser pour cela sur quatre titres phares: le *Tages-Anzeiger*, la *Berner Zeitung*, la *Basler Zeitung* et *24 Heures*. On a donc appris cette semaine que cela impliquait la fusion de ses autres rédactions avec ces quatre-là.

En clair, de ce côté-ci de la Sarine, les équipes de *24 Heures*, de la *Tribune de Genève* et du *Matin Dimanche* n'en feront plus qu'une, qui sera placée sous les ordres de l'actuel rédacteur en chef de *24 Heures*, Claude Ansermoz. Quant au magazine hebdomadaire *Femina*, il passera à une parution mensuelle. La même logique s'applique à Zurich et à Berne, avec l'intégration des journaux régionaux aux rédactions du *Tages-Anzeiger* et de la *Berner Zeitung*.

La «bonne» nouvelle, c'est qu'au lieu des 90 postes en équivalent plein temps qui devaient être supprimés dans les rédactions romandes et alémaniques – en plus des 200 emplois qui passent à la trappe dans les imprimeries de Bussigny et de Zurich –, il n'y en aura finalement «que» 55. Dont 25 entre Lausanne et Genève, ce qui concerne 40 personnes touchées par des licenciements ou des réductions imposées du taux d'activité. Cela représente une

personne sur cinq en Suisse romande. En outre, vingt collaborateurs externes vont aussi perdre leur emploi.

## «DROIT DANS LE MUR»

Réunis en assemblée générale le jour même, les membres des rédactions romandes ont exprimé à l'unanimité leur refus de cette «casse sociale», dénonçant un «flou absolu» sur la stratégie du groupe. Dans un communiqué de presse, ils déplorent le fait que la Suisse romande soit perçue comme

**«Alors qu'il faudrait renforcer l'ancrage local des titres, c'est tout l'inverse qui est fait par la direction de Tamedia.»**

Les rédactions romandes de Tamedia

une région unique et uniforme, et que les identités cantonales soient négligées. «Alors qu'il faudrait renforcer l'ancrage local des titres, c'est tout l'inverse qui est fait par la direction de Tamedia. [...] Cette pseudo-stratégie nous mène droit dans le mur.»

Cette annonce semble par ailleurs confirmer les craintes quant à l'avenir de la *Tribune de Genève*, qui serait à terme réduite à un simple onglet sur le site de *24 Heures*. Les collaboratrices

et collaborateurs du quotidien genevois ne croient pas aux dénégations de la CEO de Tamedia, Jessica Peppel-Schulz, qui a répété dans tous les médias que la Julie continuerait d'exister tant sur le papier que sur le web.

«Les coupes prévues dans les effectifs ne permettront pas de continuer à faire un journal, a lancé le président de la Société des rédacteurs et du personnel de la *Tribune de Genève*, Rocco Zaccheo, lors du débrayage du 12 septembre. Nous savons que ce plan d'éco-

tion: que la direction suspende le processus en cours pour s'asseoir à la table des négociations avec les délégués du personnel, qui selon la Convention collective de la presse romande, doivent être consultés avant toute restructuration d'ampleur. Or, cela n'a pas été le cas.

## SOUTIEN POLITIQUE ET SYNDICAL

Des représentants de plusieurs syndicats – dont Arnaud Bouverat, secrétaire régional d'Unia Vaud – sont venus apporter leur soutien aux employés romands de Tamedia, les appelant à lutter collectivement et solidairement contre cette restructuration.

A Lausanne, la présence, lors du débrayage, de la conseillère d'Etat en charge de l'Economie, Isabelle Moret, et de la Municipalité lausannoise presque complète, a donné «un message fort», s'est félicité Erwan Le Bec, président de la Société des collaborateurs de *24 Heures*. «Cette fois, on sent une réelle inquiétude des politiques. De plus, le mouvement a été remarquablement suivi dans les rédactions. Cela prouve que les collègues ont encore une grande capacité à se mobiliser. Tamedia saucissonne ses mesures d'économie pour nous diviser, mais ça ne marchera pas.» ■

Lire aussi en page 15.

## On dégraisse aussi dans les médias publics

Il ne fait pas bon être journaliste par les temps qui courent... Le jour même où les rédactions romandes de Tamedia débrayaient, la Radio Télévision Suisse (RTS) annonçait à son tour la suppression d'environ 55 postes (équivalent plein temps) en 2025 en Suisse romande. Le média public, qui compte économiser 10 millions de francs par an, entre autres avec ces licenciements, justifie ces mesures par la baisse de la part de rede-

vance perçue par la SSR et par le recul des recettes commerciales.

La direction de la RTS estime que grâce aux fluctuations naturelles, telles que les départs à la retraite ou les retraites anticipées, le nombre de personnes licenciées devrait être inférieur à trente. Ces coupes suivent celles qui avaient déjà été effectuées ces dernières années. De plus, la RTS annonce qu'elles ne seront pas les dernières et qu'un

plan d'économies plus important sera également réalisé en 2026.

«Dans une communication floue, la direction annonce des coupes qui frôlent (à dessin?) le quota pour ne pas impliquer de période de consultation obligatoire du personnel», a dénoncé Impressum, le syndicat des journalistes suisses dans un communiqué. Le Syndicat suisse des médias (SSM) s'est dit «fortement préoccupé par les consé-

quences de ce nouveau plan d'économie» qui intervient dans un climat déjà détérioré.

Dans la foulée, la Radio et télévision suisse italienne (RSI) a fait savoir cinq jours plus tard qu'elle allait supprimer 15 postes. En Suisse allemande, la SRF a de son côté annoncé 70 suppressions d'emplois en juin dernier. ■

## BRÈVES

### LE DERNIER ÉPISODE D'«INDUSTRIE NEWS» EST EN LIGNE

Le dernier épisode d'*Industrie News*, le podcast vidéo et audio réalisé par Unia, s'intéresse aux conventions collectives de travail (CCT) et aux politiques salariales. Interrogé par la journaliste Virginie Pilault, le responsable de l'industrie d'Unia, Yves Defferrard, explique en quoi les CCT permettent d'améliorer les conditions de travail et d'engagement par rapport au minimum prévu par la loi. L'épisode consacre un reportage aux négociations de la CCT horlogère et microtechnique et revient aussi sur les conflits sociaux chez Vetropack, Micarna et Stahl Gerlafingen. ■ L'ES

A voir ou écouter depuis unia.ch



### «C'EST RÉEL», UN NOUVEAU MÉDIA MILITANT

Le 1<sup>er</sup> septembre 2024, le nouveau média en ligne *C'est Réel* a partagé sa première émission: un plateau de débat consacré au mouvement étudiant de solidarité avec le peuple palestinien. Diffusées en long format sur YouTube et en formats courts sur Instagram, les émissions de *C'est Réel* se donnent pour mission de proposer un lieu de réflexion et de débats politiques de fond sur les luttes décoloniales, féministes, antiracistes et de classes. ■ AA

youtube.com/@cestreelmedia  
instagram.com/cestreelmedia

# MOVENDO

L'institut de formation des syndicats



Retrouvez tous les cours sur [www.movendo.ch](http://www.movendo.ch):  
Scannez-moi!

Vous n'avez pas encore pris de cours en 2024? un aperçu des cours de l'automne:

### Cours tout public

**Horaires irréguliers: comment rester en forme – ASA certifiant**  
Lu 28.10 Morges, Hôtel La Longeraie

**Parler en public: le débat**  
Lu 4.11 Yverdon-les-Bains, Grand Hôtel

**Concilier sa fonction de proche aidant-e et sa vie professionnelle**  
Lu 11 – Ma 12.10 Lavey, Grand Hôtel des Bains

**Cours pour membres de représentations du personnel et militant-es**

**Journée des Commission du personnel sur le thème de la santé psychique au travail**

Ve 22.11 Münsingen, Centre psychiatrique

**Le cycle ARPIP 24/25 pour les représentant-es du personnel dans les institutions de prévoyance avec des thèmes comme la politique de placement des capitaux ou le contrôle et la surveillance**

2025: Je 13.2/ Je 13.3/ Je 10.4/ Je 15.5/ Je 12.6  
Lausanne, Hôtel Mirabeau

Retrouvez nos **webinaires gratuits** et l'ensemble de nos cours sur [www.movendo.ch](http://www.movendo.ch)

Nous nous réjouissons de vos inscriptions!  
N'hésitez pas à nous contacter pour tout complément d'information.

Pour les membres des syndicats, les frais d'au moins un cours par an sont pris en charge par le syndicat d'affiliation.

### Informations et inscriptions:

[www.movendo.ch](http://www.movendo.ch), [info@movendo.ch](mailto:info@movendo.ch), téléphone 021 310 48 70.

**Grande manif pour les salaires** UNIA

Toutes et tous à Berne !

Inscription pour le transport gratuit:

**Samedi 21 septembre**  
**13h30, Schützenmatte, Berne**

Il est temps d'augmenter les salaires !

**Nous combattons les inégalités**

Avec sa nouvelle identité visuelle, Solidar Suisse appose un point d'exclamation dans la lutte contre les inégalités dans le monde. Apprenez-en plus : [solidar.ch](http://solidar.ch)

**solidar suisse**

### MINI ANNONCES

Cocher la case qui convient

- EMPLOI
- VACANCES
- À LOUER
- IMMOBILIER
- 2 & 4 ROUES
- À VENDRE
- À ACHETER
- RENCONTRES
- ANIMAUX
- DIVERS

**18 mots maximum, vos coordonnées non comprises**  
Tarif: 20 francs (à glisser dans l'enveloppe avec votre annonce)

Ecrire lisiblement, en majuscules. Une lettre par case et une case de libre entre chaque mot

Indiquer vos coordonnées précises (adresse ou numéro de téléphone) dans le texte de l'annonce (non compris dans les 18 mots)


**Vos annonces sont à envoyer à: L'Événement syndical, Service des annonces, place de la Riponne 4, 1005 Lausanne**

**Metro Boulot Kino**

Saison 2024-2025

**PRESENTE**

**La ferme des Bertrand**

France | 2023 | 89 min  
Un documentaire de Gilles Perret

Gilles Perret a toujours été attaché à ses origines haut-savoyardes. Dans *La Ferme des Bertrand*, c'est sur la ferme de ses voisins qu'il pose sa caméra. Vingt-cinq ans après leur avoir déjà consacré son premier film, il propose cette fois-ci au public une fresque : une réflexion sur un demi-siècle de paysannerie. Dans un contexte de transmission à la nouvelle génération, *La Ferme des Bertrand* mêle histoire intime, sociale et économique.

Projections et discussions sur le thème du travail

**DISCUSSION :** avec le réalisateur, Gilles Perret.

**Mardi 24 septembre 2024 à 19h**

**PROJECTION** FONCTION CINÉMA

MAISON DES ARTS DU GRÜTLI  
16, rue du Général Dufour,  
1211 Genève 11

[www.metroboulotkino.ch](http://www.metroboulotkino.ch) [metroboulotkino@ik.me](mailto:metroboulotkino@ik.me)

**WWW.EVENEMENT.CH**

RETROUVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

FACEBOOK.COM/EVENEMENT.CH  
INSTAGRAM.COM/EVENEMENT.CH  
YOUTUBE.COM/@LEVENEMENTSYNDICAL  
CH.LINKEDIN.COM/COMPANY/L-EV-NEMENT-SYNDICAL

DÉCOUVREZ AUSSI NOS VIDÉOS

**L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL**  
Place de la Riponne 4  
1005 Lausanne  
Tél. 021 321 14 60  
Fax 021 321 14 64  
[redaction@evenement.ch](mailto:redaction@evenement.ch)  
[www.evenement.ch](http://www.evenement.ch)

**RÉDACTRICE MÉDIAS EN LIGNE**  
Virginie Zimmerli

**ABONNEMENTS** 19 éditions par an  
Abonnement annuel Fr. 60.-  
Abonnement de soutien Fr. 100.-  
[administration@evenement.ch](mailto:administration@evenement.ch)

**PUBLICITÉ** [pub@evenement.ch](mailto:pub@evenement.ch)

**CONCEPTION & MISE EN PAGES**  
Atoll "îlots graphiques"  
Catherine Gavin

**IMPRESSION**  
Pressor SA, Delémont  
Tirage contrôlé 46012 exemplaires

**RESPONSABLE DE CETTE ÉDITION**  
Jérôme Béguin

**ADMINISTRATRICE** Barbara Buffa

**JOURNALISTES** Sonya Mermoud,  
Aline Andrey, Manon Todesco,  
Jérôme Béguin, Antoine Grosjean

**COLLABORATEURS RÉGULIERS**  
Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro,  
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,  
David Prêtre, Jean-Claude Renwald

**PHOTOGRAPHES**  
Thierry Porchet,  
Olivier Vogelsang

**ÉDITEUR** L'Événement syndical  
Syndicat Unia

**PRÉSIDENTE** Véronique Polito

**RÉDACTRICE EN CHEF PAR INTÉRIM**  
Sonya Mermoud

# LE DROIT DE MANIFESTER RECOULE PARTOUT, Y COMPRIS EN SUISSE

Alors qu'Amnesty International publie un rapport inquiétant sur la situation en Europe, tour d'horizon des restrictions apparues récemment dans notre pays

Antoine Grosjean

## INTERDICTION GÉNÉRALE DE MANIFESTER

C'est l'un des fondements de la démocratie. Pourtant, le droit de manifester régresse un peu partout. Début juillet, Amnesty International a publié un rapport montrant que dans 21 pays européens passés en revue, on stigmatise, criminalise et réprime de plus en plus les manifestants. La Suisse ne fait pas exception. Le régime d'autorisation pratiqué par la quasi-totalité des cantons peut être dissuasif. Or, manifester est un droit garanti par la Constitution fédérale et qui ne doit pas être soumis au bon vouloir des autorités, juge Amnesty. En vertu du droit international, ratifié par la Suisse, les rassemblements doivent simplement être annoncés par leurs organisateurs.

## CASSE-TÊTE ADMINISTRATIF

De plus, aucune distinction n'est faite entre les divers usages du domaine public. La même autorisation est exigée pour un petit rassemblement en réaction à une actualité que pour un événement de masse prévu des mois à l'avance. «Il n'y a aucun régime spécifique prévu et on applique généralement les mêmes règles, qu'il s'agisse d'une fête de quartier, du Tour de Romandie, d'un concert privé ou d'une manifestation relevant de la liberté d'expression», dénonce Anita Goh, coordinatrice de campagne à Amnesty Suisse. Cette exigence d'autorisation préalable confine parfois à l'absurde (lire ci-dessous).

Autre problème soulevé par l'ONG: la grande disparité des pratiques en Suisse. Chaque canton, voire chaque commune, a ses propres règles en la matière. Difficile pour les organisateurs de manifestations de s'y retrouver dans les différentes législations et les différentes autorités concernées aux niveaux cantonal ou communal, administratif ou policier. «C'est un véritable casse-tête», constate Anita Goh. Il serait nécessaire d'avoir des lignes directrices au niveau fédéral et de proposer un système d'autorisation qui soit conforme au droit international partout en Suisse.»

De ce fait, il n'est pas aisé de dresser un tableau complet de la situation en Suisse. Amnesty Suisse y reviendra dans un autre rapport à paraître prochainement. En attendant, *L'Événement syndical* a relevé quelques exemples récents de ce durcissement dans notre pays.

Les atteintes les plus fortes au droit de manifester ont eu pour cadre le conflit israélo-palestinien. En octobre 2023, au tout début de la guerre à Gaza, les villes de Zurich, Berne et Bâle ont interdit temporairement toutes les manifestations en lien avec le Proche-Orient.

La Ville de Berne a renouvelé cette interdiction de mi-novembre à Noël, l'étendant même à tout rassemblement à caractère politique. Pour Amnesty International, une telle interdiction générale s'étalant sur plusieurs semaines constitue une grave atteinte au droit de manifester. Selon l'ONG, l'ordre et la sécurité publics ne peuvent être invoqués qu'en cas de menace concrète identifiée au cas par cas, et si aucune autre mesure moins radicale ne permet de l'endiguer. Anita Goh regrette d'ailleurs que la question soit traitée essentiellement sous l'angle sécuritaire, sans présomption en faveur du droit de manifester: «Il y a un amalgame qui est fait, mais la vaste majorité des manifestations ne sont pas violentes.» On notera aussi l'important arsenal répressif déployé contre les étudiants pro-palestiniens ayant occupé des universités suisses de manière pacifique: plaintes pénales, arrestations au petit matin, usage de menottes...

## INITIATIVES «ANTI-CHAOS»

Habitué aux cortèges turbulents lors du 1<sup>er</sup> Mai, Zurich a récemment durci son droit de manifester. Début mars, le peuple a accepté en votation le contre-projet à l'initiative dite «anti-chaos» de l'UDC, qui en reprenait toutefois les principales mesures: la possibilité, en cas de débordements, de faire payer l'intervention de police et les éventuels dommages aux faufts et aux organisateurs. Le texte exige par ailleurs que le Canton sévisse pour limiter le nombre de manifestations non autorisées. A Bâle-Ville, les jeunes UDC ont lancé une initiative en tous points pareille.

## ÉMOLUMENTS ET AUTRE EMBÛCHES

A Fribourg, la grogne monte contre les émoluments élevés exigés des organisateurs de manifestations. Ces derniers doivent en effet payer jusqu'à 2000 francs pour les frais de police et l'utilisation de l'espace public. La gauche, les syndicats et d'autres organisations se sont érigés en coalition contre cette entrave au droit de manifester. Ils ont dès lors décidé de contester systématiquement ces factures. De plus, deux députés (PS et Verts) ont déposé au Grand Conseil une motion de-

mandant l'abolition de ces émoluments. A Neuchâtel, les organisatrices de la Grève féministe se sont lancées dans un bras de fer judiciaire avec les autorités. Le 14 juin 2023, leur cortège avait emprunté l'avenue de la Gare, régulièrement fermée pour toutes sortes d'événements, plutôt que le parcours qui leur était imposé via une ruelle serpentant à travers un quartier résidentiel. Un recours, déposé contre ce tracé inadapté pour un cortège de plusieurs milliers de personnes, avait été jugé irrecevable par la justice cantonale. Mais celle-ci devra revoir sa copie, le Tribunal fédéral ayant considéré début juin de cette année qu'il y avait là un déni de justice.

## PÉRIMÈTRES INTERDITS

La question du parcours des manifestations fait aussi débat à Genève. En avril, des associations de commerçants se sont plaintes de la fréquence des manifestations au centre-ville et de leur impact sur leur chiffre d'affaires. Du coup, le Conseil d'Etat a décrété un tour de vis sur les parcours, les horaires ou les jours de rassemblements. La Ville de Genève souhaite pour sa part que les cortèges bloquant le centre-ville restent l'exception, et que ceux portant sur des sujets

internationaux soient limités au quartier des Nations. Dans la foulée, le PLR a déposé un projet de loi visant à interdire les manifestations à caractère politique sur les axes utilisés par les trams, ainsi que sur les quais et le pont du Mont-Blanc. Les milieux visés par ces restrictions rétorquent que manifester n'a de sens que si on a une certaine visibilité, ce qui n'est pas le cas dans des quartiers excentrés et des rues désertes.

Genève avait déjà restreint le droit de manifester à la suite des grands défilés altermondialistes des années 2000, qui avaient régulièrement donné lieu à des déprédations. En 2012, le peuple a approuvé la loi obligeant les organisateurs de manifestations à mettre en place un service d'ordre et à nommer une personne responsable vis-à-vis des autorités. Le texte prévoit aussi jusqu'à 100 000 francs d'amende pour un rassemblement non autorisé. En outre, les organisateurs sont passibles de poursuites en cas de dommages, même s'ils n'en sont pas directement responsables.

## CRITIQUES INTERNATIONALES

A l'époque, cette loi avait été critiquée par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) et par

le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de réunion et d'association pacifiques. Les partis de gauche, les syndicats, les milieux alternatifs, féministes et pro-climat, réunis depuis 2019 au sein de la Coordination genevoise pour le droit de manifester, refusent toutefois de déposer des demandes d'autorisations, se contentant d'annoncer leurs manifestations aux autorités.

La Cour européenne des droits de l'homme doit justement se pencher sur un des aspects de cette loi, car l'organisatrice de la grève féministe genevoise de 2019 est accusée de ne pas avoir mis en place un service d'ordre suffisamment efficace.

A Lausanne, la Grève féministe a cependant obtenu cet été, grâce à un recours en justice, l'abrogation des contraintes imposées aux organisateurs de manifestations depuis la période du Covid. La Ville exigeait notamment d'eux, sous peine de sanctions, une «propreté parfaite autour des cortèges», et que les slogans «ne puissent heurter la sensibilité d'autrui, exacerber le sentiment d'insécurité de la population ou exalter des idées de violences». Une victoire qui apporte une lueur d'espoir dans ce tableau. ■



En Suisse, le chemin des organisateurs de manifestations est semé d'embûches en tous genres. Et peut parfois se terminer au tribunal, comme ici à Genève.

## Une collaboratrice d'Amnesty blanchie par la justice



Le petit groupe venu remettre une pétition à l'ambassade de Russie en mars 2022 était loin de constituer un attroupement.

L'employée de l'ONG était accusée d'avoir organisé une manifestation illégale alors qu'elle était allée avec cinq personnes déposer une pétition à l'ambassade de Russie à Berne.

Antoine Grosjean

Question à 300 francs: est-ce que six personnes qui vont remettre une pétition à une ambassade étrangère constituent une manifestation? Les autorités de la Ville de Berne, qui avaient répondu par l'affirmative, ont été désavouées par la justice. Le 15 août, le Tribunal régional de Berne-Mittelland a blanchi une collaboratrice d'Amnesty International Suisse, accusée d'avoir organisé une manifestation sans autorisation. Elle avait écopé pour cela d'une amende de 300 francs.

Le 24 mars 2022, un mois après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, cette directrice de campagne de l'organisation de défense des droits de l'homme se rend avec cinq de ses collègues à l'ambassade russe à Berne, pour y déposer une pétition demandant la fin des hostilités. Le petit groupe, muni d'un caddie avec les 15 000 paraphes, porte un drapeau multicolore «Paix» et une petite pancarte avec un message demandant de protéger les civils en Ukraine. Il prend une photo devant le mur d'enceinte de l'ambassade, puis se dirige vers l'entrée. Mais un agent de police explique qu'il n'est pas possible de remettre la pétition, ni à l'ambassadeur lui-même, ni à qui que ce soit d'autre. En vertu de quelle réglementation? On l'ignore.

Au moment de repartir, les six personnes sont interpellées par d'autres policiers arrivés entre-temps, qui

relient leurs identités. Fin de l'action. Il n'y a eu aucun appel à manifester, aucun attroupement. La collaboratrice d'Amnesty affirme sur Republik.ch avoir même informé à l'avance l'ambassade de Russie.

Le juge a estimé que réunir quelques personnes ne faisait pas d'elle une organisatrice au sens du règlement bernois sur les rassemblements. Il constate aussi qu'il n'y a pas eu de troubles sur le domaine public.

Amnesty Suisse se félicite de cet acquittement, tout en regrettant que le tribunal n'ait pas saisi l'occasion de se pencher sur l'exigence d'obtenir une autorisation pour manifester, ce qui est contraire au droit international (lire ci-dessus). ■

# OUVRIERS DU LUXE DANS LA MISÈRE

Une délégation de travailleurs d'un sous-traitant italien de Montblanc est venue à Genève dénoncer la sous-enchère dont ils sont victimes

Maria Pineiro

Ils sont venus de loin pour dire leur désarroi. Ils, ce sont des ouvriers de deux entreprises sous-traitantes de la marque de luxe Montblanc, qui appartient au groupe Richemont.

En Italie, dans les faubourgs de Florence, ces travailleurs Pakistanaï, Indiens ou Sri lankais ont, pour la plupart, œuvré à la manufacture de «sacs vendus ensuite plus de 1000 francs dans les boutiques», affirme Luca Toscano, du syndicat Sudd Cobas. «La marque vend le made in Italy comme une garantie d'éthique et de responsabilité sociale, mais c'est une fausse image», dénonce le syndicaliste italien. Le 11 septembre, prenant la parole durant une manifestation organisée avec les syndicats genevois devant la boutique de Montblanc, il a détaillé «des journées allant jusqu'à 12 heures, des semaines de 6, voire 7 jours de travail, pour un salaire de 900 euros par mois».

Ces conditions, les ouvriers ont réussi à les améliorer en février 2023 en se syndiquant, a-t-il poursuivi. Un bien pour un mal, puisque dans la foulée «Montblanc a décidé de ne plus travailler avec ces sous-traitants. Les usines ont fermé définitivement en décembre et les ouvriers ont perdu leur emploi.»

## «SHAME IN ITALY»

«Montblanc a simplement expliqué travailler désormais avec une autre entreprise, dans la région, cahier des charges oblige, mais assu-



Soutenus par des syndicalistes genevois, des travailleurs d'un sous-traitant italien du groupe Richemont ont protesté à Genève devant le magasin Montblanc de la Place du Port.

rément avec de mauvaises conditions de travail. On déplace la production là où il y a de nouveaux esclaves à exploiter.»

Pour le syndicaliste, c'est d'autant plus scandaleux que le coût des avancées sociales obtenues dans l'usine fermée s'élève à «40% du prix de fabrication, soit 30 euros pour un sac qui sera vendu plus de 1000 en magasin». Il assure que les employés sont aujourd'hui dans une impasse. Trouver un nouveau travail, c'est accepter un retour en arrière en termes d'acquis sociaux. «La globalisation, ce n'est pas uniquement des usines en Asie du Sud-Est, ce sont aussi des ouvriers immigrés en Italie.»

Une quinzaine de septante personnes licenciées ont fait le déplacement à Genève pour protester devant le siège de Richemont et

pour alerter les actionnaires à l'occasion de l'assemblée générale.

Leur slogan? «Shame in Italy» (honte en Italie), plutôt que «Made in Italy». Le syndicaliste assure que depuis la dénonciation du cas en mars, Richemont n'a pas démenti les accusations portées par le syndicat. «Nous voulons aller au tribunal pour pouvoir démontrer que ce que nous affirmons est vrai!» Contacté, le groupe Richemont n'a pas répondu à notre sollicitation dans le délai imparti. ■

Article paru dans «Le Courrier» 12.09.24.

LE COURRIER  
L'essentiel, autrement.

# Attention, Marine Le Pen est aux portes de l'Élysée

Ex-conseiller de François Hollande, Aquilino Morelle pointe dans un ouvrage la responsabilité de la gauche dans la progression du RN

Jean-Claude Rennwald

Si l'on n'y prend garde, le prochain président français sera issu du Rassemblement national (RN). C'est l'avertissement que lance Aquilino Morelle dans *La parabole des aveugles. Marine Le Pen aux portes de l'Élysée* (Editions Grasset). L'auteur pointe notamment la responsabilité de la gauche dans la progression du parti populiste.

Médecin ayant fréquenté Sciences Po et l'ENA, socialiste, Aquilino Morelle connaît bien le système politique français de l'intérieur, puisqu'il a été conseiller politique du Premier ministre Lionel Jospin et de François Hollande, président de la République. Mais il a rompu avec ce dernier, en raison de son virage social-libéral.

## DÉSÈSPÉRANCE SOCIALE

Pour s'en tenir aux différentes élections présidentielles qui ont eu lieu en l'espace d'un demi-siècle, la progression du Front national (FN devenu RN) est spectaculaire. En 1974, Jean-Marie Le Pen avait obtenu 0,74% des suffrages, alors qu'au second tour de 2022, face à Emmanuel Macron, sa fille Marine avait recueilli 41,45% des voix! Pour Aquilino

Morelle, cette percée tient au déclassement et à la désespérance des catégories populaires (67% des ouvriers ont voté pour Marine Le Pen en 2022), à l'investissement du RN dans les questions sociales, à sa dédialisation et à la capacité de Marine Le Pen à renoncer aux outrances de son père pour faire du RN un «parti comme les autres».

## LA GAUCHE AUSSI RESPONSABLE

Dans ce processus, la gauche n'est pas innocente. L'auteur rappelle qu'après avoir lancé de grandes réformes (39 heures, 5 semaines de vacances, retraite à 60 ans, suppression de la peine de mort) dès son arrivée au pouvoir en 1981, François Mitterrand a opéré, deux ans plus tard, le «tournant de la rigueur», synonyme de stagnation sociale et salariale. Si l'on excepte la parenthèse du gouvernement Jospin de 1997 à 2002 (35 heures, emplois jeunes, congé paternité), cette politique sociale-libérale – qui se matérialisera aussi dans la construction européenne – sera presque sans discontinuer celle des socialistes. Et cela jusqu'à François Hollande et au reniement de son discours du Bourget: «Mon adversaire, c'est la finance.» La priorité donnée aux «sujets de société» par rapport au social s'inscrit dans la même logique. Aquilino

Morelle est moins convaincant lorsqu'il met en parallèle la progression du RN et les moments (sa jeunesse et son passage à Vichy) où François Mitterrand a flirté avec l'extrême droite. On a aussi de la peine à le suivre lorsqu'il estime que la gauche n'a pas assez limité l'immigration, alors qu'ici, l'enjeu consiste à offrir les mêmes conditions aux nationaux et aux étrangers.

## AU ROYAUME DES AVEUGLES

Le livre nous renvoie à ce fameux dicton: «Au royaume des aveugles, les borgnes sont rois.» Raison pour laquelle, Aquilino Morelle, fils de prolétaires espagnols ayant fui le franquisme, lance quelques pistes pour tenter d'inverser le cours des choses: retrouver le peuple et les ouvriers (les perdre, c'est mortel), donner une orientation citoyenne et sociale à l'Europe, celle-ci ne pouvant se construire «ni sans, ni contre les nations», mener une politique de l'immigration «ferme et humaine», réindustrialiser le pays en s'appuyant sur la transition écologique. Quelques idées qui vont de pair avec cette conclusion de l'auteur: «L'histoire de France n'est pas finie.» ■

Lire aussi en page 15.

## BRÈVES

### MONDE PLUS DE 2000 MILITANTS ÉCOLOGISTES TUÉS

En l'espace de dix ans, 2106 défenseurs environnementaux ont été tués dans le monde, dont 196 rien qu'en 2023, selon un nouveau rapport de l'ONG Global Witness. C'est en Amérique latine que les meurtres sont les plus nombreux, et particulièrement en Colombie (plus de 79 morts l'an dernier). Au niveau international, les peuples autochtones et afrodescendants sont ciblés de manière disproportionnée (presque la moitié des assassinats). S'il est difficile d'établir un lien direct, selon l'ONG, entre le meurtre de militants et les intérêts spécifiques de certaines entreprises, il n'empêche que 25 défenseurs ont été tués après s'être opposés à des opérations minières en 2023. Le rapport met également en exergue des cas de disparitions forcées et d'enlèvements, notamment aux Philippines et au Mexique, ainsi que le recours de plus en plus généralisé de la criminalisation comme tactique pour faire taire les militants à travers le monde, notamment au Royaume-Uni, en Europe et aux États-Unis, «où des peines sévères sont plus fréquemment imposées aux individus impliqués dans les manifestations pour la défense du climat». ■

### INDUSTRIE MANIFESTATION À BRUXELLES

Les syndicats de l'industrie automobile ont appelé à une grève nationale en Belgique lundi 16 septembre. Plus de 10 000 personnes ont participé à la manifestation à Bruxelles en solidarité avec les 3 000 travailleurs et les sous-traitants de l'usine Audi victimes d'une restructuration massive et, plus largement, pour la préservation des emplois industriels en Europe. ■

### ARCELORMITTAL 300 DÉCÈS EN DIX ANS

Face au nombre croissant de décès et d'accidents sur les sites de la multinationale ArcelorMittal, notamment au Kazakhstan, une journée d'action syndicale a eu lieu le 13 septembre en France, en Espagne, au Brésil, en Argentine, au Mexique, en Amérique du Nord, en Afrique du Sud, au Libéria... et devant le siège londonien. «Avec au moins 314 morts déclarés entre 2012 et 2023 et sans doute des milliers d'autres victimes d'accidents ayant subi des lésions sur leur lieu de travail, les travailleurs sont à la merci d'une véritable crise de la santé et de la sécurité chez le géant de la sidérurgie et de la mine», s'indigne Industriall Global Union. Judith Kirton-Darling, la secrétaire générale d'Industriall European Trade Union, ajoute, dans un communiqué: «Des travailleurs écrasés, électrocutés, brûlés, asphyxiés, tués dans une explosion, la sinistre liste des morts et des blessés ne cesse de s'allonger. On ne peut plus attendre; ArcelorMittal doit tendre la main aux syndicats et investir dès maintenant dans ses sites et ses travailleurs. Les vies des travailleurs doivent passer avant le profit!» ■

### G7 LES MINISTRES DU TRAVAIL RÉUNIS EN ITALIE

En Italie, à Cagliari, les ministres du Travail du G7 se sont mis d'accord sur un plan d'action sur l'intelligence artificielle (IA). La participation active et la consultation des travailleurs et des syndicats quant à l'adoption de systèmes d'IA sur les lieux de travail sont saluées par la Confédération syndicale internationale (CSI). Cependant la faïtière s'indigne sur d'autres points: «Des questions aussi cruciales que le changement climatique et la crise du coût de la vie n'ont pas été suffisamment prises en considération dans la Déclaration du G7. Les ministres ont à peine mentionné la nécessité d'organiser une transition juste et abordé les effets du changement climatique et l'action pour le climat sur les emplois...» ■

### CONFÉRENCE À GENÈVE LE SAHEL SOUS L'ANGLE DU PANAFRICANISME

Ces trois dernières années, trois coups d'Etat ont secoué le Mali, le Burkina Faso et le Niger. En juillet dernier, ces trois régimes militaires, en proie au terrorisme djihadiste, ont décidé de s'unir dans une «Confédération des États du Sahel» en rupture avec les autres pays d'Afrique de l'Ouest. «Les mots d'ordre sont la coopération sécuritaire, ainsi que l'arrachement collectif de la souveraineté économique et monétaire comme conditions préalables pour une pleine indépendance politique et comme point de départ pour réaliser le rêve panafricain... Qu'en est-il réellement?» interroge le CETIM, qui coorganise – avec la CUAÉ et la ligue panafricaine-UMOJA – une conférence intitulée «La Confédération des États du Sahel: une renaissance panafricaine?» Celle-ci se déroulera mardi 24 septembre à l'Université de Genève, Uni Mail (salle MS150), à 19h. Le principal intervenant, Amzat Boukari-Yabara, historien et écrivain béninois, président de l'UMOJA apportera des clés de compréhension. Des messages vidéo seront aussi transmis lors de cette soirée de la part d'Aminata Traoré, écrivaine malienne et militante panafricaine, d'Alex Anfruns, auteur de *Niger: un autre coup d'Etat ou la révolution panafricaine?*, de la Via Campesina Afrique de l'Ouest et du Centre Thomas Sankara au Burkina Faso. ■





## LOGISTIQUE / VENTE

Les travailleurs licenciés par Manor se mobilisent.

PAGE 11

## MÉTIER

Des cordistes au sommet de leur art.

PAGES 12-13



## PAUSE CAFÉ

Joao Figueiredo, président d'Unia Genève, veut accentuer la dynamique militante.

PAGE 14

# À NEUCHÂTEL, UN PATRON DE PIZZERIA PAYE LES SALAIRES À LA CARTE

Fortement endetté, un employeur a beaucoup d'arriérés de salaires et son restaurant tourne au ralenti. Unia le met en demeure d'assumer ses responsabilités

Antoine Grosjean

«C'est aujourd'hui qu'on a faim, le salaire, c'est pas pour demain!» Le slogan, crié au mégaphone, résonne dans toute l'avenue de la Gare, à Neuchâtel. Des passants interloqués regardent le groupe de syndicalistes d'Unia venu mener une action devant la pizzeria Fiorello, une adresse chic du centre-ville. Ces derniers ont apporté des cartons de pizza vides sur lesquels ils ont inscrit ce message à l'intention de la clientèle: «Vous lui payez votre pizza, il ne me paie pas mon salaire. J'ai faim!» Mais ce vendredi 13 septembre en fin d'après-midi, le restaurant est encore vide. Seul un employé est présent en cuisine. Manuella Marra, secrétaire syndicale, essaie en vain de téléphoner au patron. «Il ne répond plus à nos appels ni à nos courriers, et il n'est jamais sur place...» déplore-t-elle. Avec ses collègues, elle voulait lui demander des comptes. Car ce monsieur fortement endetté, qui a repris le restaurant en mai, semble avoir une fâcheuse tendance à ne pas payer son personnel ni ses charges sociales.

«Avec le précédent patron, on recevait notre salaire tous les mois, raconte une ex-employée. Mais dès que celui-ci a repris l'affaire, il a commencé à y avoir des retards. Puis, quand il nous versait enfin de l'argent, il n'y avait qu'une partie du salaire.» A l'instar de plusieurs autres collègues, elle a fini par démissionner fin juin. Or, comme eux, elle n'a touché aucune rémunération

pendant son mois de délai de congé. Et malgré cela, elle ne pouvait pas prendre un autre emploi, tant qu'elle était encore sous contrat au Fiorello... «Entre les arriérés et le délai de congé non payé, j'ai vécu deux mois avec un compte en banque à zéro. Je ne pouvais plus payer mes factures et mon loyer, ni remplir le frigo. J'ai fait une dépression et perdu cinq kilos.»

### FOURNISSEURS NON PAYÉS

Les frigos du restaurant aussi se sont vidés. «Nous n'étions plus livrés par les fournisseurs, car ils n'étaient pas payés», confie Antonio Vecchio, l'ancien chef de cuisine, qui a également démissionné et réclame lui aussi des arriérés de salaire. «En tant qu'Italien, je n'aurais jamais cru que ce genre de chose soit possible en Suisse...» Le manque de denrées a obligé le cuisinier à faire du bricolage. Mais l'exercice a ses limites. «Nous avons dû enlever la moitié des plats sur la carte.» Sur le site du Fiorello, il est désormais indiqué que la carte est «en cours d'élaboration...» Aujourd'hui, il ne reste plus que trois employés: un pizzaiolo en formation, un serveur et une cuisinière qui vient d'être engagée. «Elle est arrivée il y a trois jours et elle est déjà seule en cuisine, note Manuella Marra. Et ces trois personnes sont censées faire, à elles seules, un service normal, avec en plus un patron qui ne connaît rien à la restauration.» D'après Silvia Locatelli, secrétaire régionale d'Unia Neuchâtel, la pizzeria a réduit ses horaires, n'ouvrant plus que le soir, et seulement du



Unia a mené une action devant la pizzeria Fiorello, une adresse chic de Neuchâtel, dont le patron est accusé de ne pas payer ses employés.

mercredi au samedi. «C'est un modèle d'affaires qui pose question», s'étonne-t-elle. Pourtant, d'après les anciens employés, l'endroit faisait régulièrement salle comble auparavant. Unia dénonce fermement cette pra-

tique inacceptable qui laisse des familles sans revenus. Le syndicat espère vivement que le patron, que nous n'avons pas non plus réussi à joindre, finira par sortir de son mutisme et assumer ses responsabilités. Faute de

quoi, l'affaire pourrait bien prendre un tour judiciaire. ■



Notre vidéo: [youtu.be/PQzLw4ZZ1Jg](https://youtu.be/PQzLw4ZZ1Jg)

## Les assistantes en pharmacie déposent leur pétition au Grand Conseil vaudois



La pétition lancée par Unia et les assistantes en pharmacie du canton de Vaud a recueilli 11 260 signatures dans le temps record de deux mois seulement. Début juillet, elle avait été remise symboliquement à la Société vaudoise de pharmacie. Mardi, 17 septembre, c'est devant le Parlement vaudois que le syndicat et des employées ont dé-

posé le carton de paraphes en main du président du Grand Conseil, Jean-François Thuillard. La pétition demande une revalorisation du métier via une convention collective de travail (CCT). Comme l'a indiqué le responsable du tertiaire d'Unia Vaud, Giorgio Mancuso: «Cela fait trois ans qu'on court après cette CCT. Si les



patrons sont enfin enclins à ouvrir des discussions pour améliorer les conditions de travail, ils refusent pourtant toujours l'idée d'une CCT.» Fanny Hostettler, présidente du comité vaudois des assistantes en pharmacie, a souligné: «Face au manque de reconnaissance, on espère que cette pétition sera le remède miracle. Le nombre

de signatures est la preuve d'un soutien massif à nos demandes.» Le syndicat appelle ainsi les autorités cantonales à intervenir, les pharmacies étant un maillon essentiel de la santé publique. ■

Aline Andrey/photos Olivier Vogelsang



# LES TRAVAILLEURS LICENCIÉS PAR MANOR SE REBIFFENT

Samedi, Unia et les employés mis à la porte du centre de logistique Manor à Bussigny ont manifesté à Lausanne

Aline Andrey

«**D**ark Manor sabre dans le personnel sans plan social.» C'est ce que les clients du magasin lausannois ont pu lire, samedi 14 septembre à midi, sur les flyers distribués par les secrétaires syndicaux d'Unia et les employés licenciés du centre de logistique de Bussigny. «Manor supprime les maigres indemnités de licenciement de son personnel parce qu'il a osé demander un plan social équitable», peut-on lire en sus. Des lettres de soutien ont été signées également par les passants à l'attention de la direction. En musique de fond, l'air de Star Wars. Au micro, Pascal Vosicki, secrétaire syndical d'Unia, s'insurge: «Il est insupportable qu'en Suisse, dans le pays le plus riche du monde, un grand employeur traite avec un tel mépris ses employés qui lui ont tant apporté!» Pour mémoire, le 25 juin, la quinzaine de travailleurs du site a reçu des lettres de licenciement pour le 30 septembre à la suite de la décision de Manor de fermer son centre romand. «Depuis des semaines, les travailleurs licenciés du site de Bussigny, et avec le soutien du syndicat Unia, ont adressé deux revendications principales à la direction de Manor: une compensation financière digne et en accord avec les pratiques habituelles, ainsi qu'un accompagnement financier pour les personnes dont le salaire du nouvel emploi est considérablement plus bas que celui perçu chez Manor.» De son côté, Manor met en avant la loi qui n'exige pas un plan social du fait du nombre limité de licenciements.



Le 14 septembre, Unia et des travailleurs licenciés ont sensibilisé la clientèle de Manor.

Le 27 août, des travailleurs ont donc manifesté devant le magasin lausannois de la chaîne. «Alors que les travailleurs se trouvaient en plein processus de négociations et faisaient entendre leur voix en pleine légalité, ces derniers ont été menacés de sanctions allant jusqu'au licenciement avec effet immédiat en cas de participation à un mouvement de lutte. Tout simplement scandaleux!» s'insurge le syndicat, qui dénonce l'irresponsabilité

de Manor «ainsi que les menaces intolérables proférées durant ce processus» vis-à-vis de travailleurs dont certains ont plus de 30 ans de boîte. Si plusieurs employés ont retrouvé du travail dans un centre de logistique voisin, d'autres s'inquiètent pour leur avenir. De quoi détourner la publicité de Manor indiquant «ma fidélité, récompensée» en y ajoutant «mais pas en tant qu'employé»!

Un travailleur exprime ainsi son sentiment: «J'ai 18 ans de boîte. On ne m'a rien proposé du tout. Ils nous ont parlé d'une cellule pour nous aider, mais on nous a seulement dit de chercher sur le site de Manor. Mais il y a peu de poste dans la logistique, ou alors à des taux partiels. Tout ça, c'est un abandon, à l'extrême.» ■

## VAGUE DE LICENCIEMENTS DANS LE GROUPE MANOR

Les employés du centre logistique de Bussigny ne sont pas les seuls à subir un licenciement collectif chez Manor.

A Yverdon, une quarantaine de vendeuses et de vendeurs risquent également d'être licenciés d'ici à fin septembre, du fait de la rénovation des locaux et de la fermeture du secteur alimentaire pour des raisons économiques invoquées par la direction. Une procédure de consultation est en cours. «Mais la plupart des vendeuses ne savent même pas ce que cela signifie», s'insurge Tamara Knezevic, secrétaire syndicale d'Unia, qui s'est rendue avec des collègues devant le magasin pour informer les travailleuses et les travailleurs.

A Payerne, le centre Manor, aux mains de la famille Blatt depuis 125 ans, va fermer début 2025, laissant 28 employés sur le carreau. Cité par *La Liberté*, le groupe Manor invoque des raisons économiques et dit mettre tout en œuvre pour «trouver pour les collaborateurs soit une possibilité de poursuivre leur activité au sein de Manor dans la région, soit d'autres solutions». Malgré le fait qu'il ne soit pas tenu de mettre en place un plan social, il indique que «Manor Blatt SA paiera des indemnités de licenciement et des prestations de départ aux personnes qui y ont droit».

Pour mémoire, le magasin avait ouvert en 1899 sous l'appellation «Grands magasins du Louvre» tenu par l'arrière-grand-père de Bertrand Blatt, l'actuel directeur. Le nom du magasin a changé au cours de sa longue histoire devenant «La Galeries vaudoises», «La Placette» et enfin «Manor» dès l'an 2000. ■

# Le salaire minimum à Moutier en 2026?

Ce 22 septembre, les cantons de Berne et du Jura votent sur le transfert de la cité prévôtise. Les bas revenus peuvent-ils compter sur une adaptation des salaires une fois leur ville devenue jurassienne?

Alain Meyer

Le passage de la ville de Moutier du canton de Berne dans celui du Jura en 2026 entraîne de fait un changement de régime. Et supposément une adaptation des bas salaires à Moutier. En particulier dans des branches telles que le commerce de détail, la coiffure ou la restauration, des secteurs d'activité où les fiches de paie sont parfois indécentes dans les cantons où le salaire minimum n'a pas encore cours. Si le Jura a adopté après votation populaire le principe d'un revenu minimum dès 2013 déjà, ce n'est de loin pas le cas de celui de Berne. Penchant à droite, son gouvernement

avait estimé voici cinq ans «peu judicieux» de l'introduire à l'échelle cantonale. A fortiori de l'ancrer dans une loi. Pire, il avait projeté que les travailleurs et les travailleuses peu qualifiés des secteurs à bas revenus s'exposeraient même au risque de «voir leurs emplois disparaître à la suite de l'introduction d'un salaire minimum». En réponse à une intervention parlementaire, le gouvernement avait conclu «qu'un nivellement des salaires par le bas irait à l'encontre des efforts de lutte contre la pauvreté».

### FAIT DU PRINCE

Le son de cloche a été tout autre dans le canton du Jura voisin, lequel dispose

depuis 2018 d'une loi ad hoc qui fixe ce salaire actuellement à 20,60 francs l'heure. Mais contrairement à d'autres cantons où un ajustement au renchérissement s'opère automatiquement, la question reste ici du domaine du prince. Comprenez une prérogative du gouvernement, lequel étudie encore aujourd'hui si un relèvement est nécessaire pour 2024 selon divers critères d'appréciation (inflation, conjoncture, marché du travail). Une décision devrait tomber ces prochains mois. Pour rappel, ce seuil a été fixé pour cette année à 24,32 francs à Genève et 21,09 francs à Neuchâtel. Responsable du secteur surveillance et régulation au Service de l'économie et de l'emploi du canton du Jura, Yves Bron, relativise toutefois la portée réelle de l'introduction du salaire minimum sur le territoire jurassien. «Il n'y a pas de grandes branches dans leur ensemble qui doivent se conforter à ce régime, car la plupart sont déjà soumises à des conventions collectives ou à des contrats-types», explique-t-il, agriculture et vente notamment. D'après lui, le nombre de personnes concernées est marginal. «Il s'agit de cas isolés, là où en particulier aucune disposition n'est prévue.» Il prend l'exemple d'un jeune de moins de 18 ans, non soumis en raison de son âge à une convention collective de travail (CCT), employé dans un restaurant. Ou le cas des jobs d'été. Il est cependant impossible de

savoir combien de personnes bénéficient de ce garde-fou. Yves Bron ne s'attend par conséquent pas à une déferlante de réadaptations de salaires une fois Moutier jurassienne. «Ce sera aux employeurs de faire en sorte d'être en conformité dans un peu plus d'une année», rappelle-t-il. Si des abus seront constatés malgré tout, les employés discriminés devront s'en remettre alors au Conseil de prud'hommes qui est à Porrentruy. Car cette loi jurassienne ne donne pas davantage de pouvoir aux autorités sur les pratiques salariales. Stipulant certes qu'il ne peut être dérogé ici «aux dispositions de la loi au détriment des travailleuses et travailleurs», son article 4 n'a qu'un caractère «relativement» impératif.

### DEUX POINTS FAIBLES

«Malheureusement, cette loi contient deux points faibles. Elle maintient une exception pour les branches avec CCT et contrats-types, et les employés doivent saisir d'eux-mêmes la justice en cas de litige, ce que la plupart ne font pas», déplore Rébecca Lena-Cristofaro, secrétaire régionale d'Unia Transjurane. Selon elle, du point de vue de l'adaptation des salaires, le transfert de Moutier dans le giron jurassien devrait se réaliser sans trop d'annoyances, parce que les salaires entre le Jura et le Jura bernois sont presque identiques et que la plupart des acteurs (électricité, techniques du bâtiment, artisanat, etc.), se sont déjà regroupés au sein d'organisations transjurassiennes dépassant les frontières cantonales. ■



Le salaire minimum est une revendication portée de longue date par Unia Transjurane (ici lors du 1<sup>er</sup> Mai interjurassien de 2012 à Moutier).

## GENÈVE

### ANNA GABRIEL SABATÉ SE RETIRE DE LA DIRECTION D'UNIA

Anna Gabriel Sabaté vient de remettre sa démission de ses fonctions de cosecraire régionale d'Unia Genève. A la tête de la région depuis 2021, la syndicaliste a choisi de se retirer pour des raisons personnelles et familiales. Le comité régional et le comité directeur d'Unia la remercient pour son engagement au service du syndicat. Déjà cosecraire régional depuis le début de l'année, Yves Defferrard, membre du comité directeur, reprend seul la direction de la région. ■ L'ES

# AU SOMMET DE LEUR ART...

Les cordistes réalisent des travaux en hauteur, difficiles d'accès, sans utiliser d'échafaudage ou de nacelle. Reportage le nez en l'air, les yeux rivés sur les combles de la cathédrale de Fribourg, où des ouvriers acrobates tutoient le vide

Textes Sonya Mermoud  
Photos Olivier Vogelsang

Rendez-vous au pied de la cathédrale de Fribourg, théâtre de l'intervention. Avec leur T-shirt vert émeraude imprimés d'un Vertical Access, du nom de l'entreprise qui les emploie, Jordan Furlan, 26 ans, et Maël Dubois, 38 ans, sont facilement identifiables. Les présentations effectuées, un rapide café à une terrasse voisine permet de s'informer sur la nature du travail des deux cordistes et leur trajectoire professionnelle. Au terme de ce premier débriefing, les ouvriers acrobates nous invitent à les suivre dans l'imposant édifice gothique. Le duo gravit d'un pas alerte le sombre et étroit escalier en colimaçon menant au faite de la tour. Et s'arrête avant d'atteindre le sommet, au deuxième étage. Trousseau de clés en main, Maël Dubois déverrouille une porte latérale, ouvrant sur une salle inaccessible au public. Une pièce dans les combles où deux cordes pendent mollement dans le vide. «Nous avons démarré le travail hier. Nous vérifions les points d'ancrage fixés dans les murs, permettant notamment de procéder au contrôle des gaines électriques. Une surveillance qui doit se faire chaque année.»

## LA SÉCURITÉ AVANT TOUT

Jordan Furlan et Maël Dubois s'équipent de leur casque et de leur harnais, muni d'une assise. «Un petit banc personnel bienvenu pour diminuer la charge dans le dos», expliquent-ils. Paré, le plus âgé entame l'ascension. Dans un mouvement de léger balancier équilibrant l'effort entre la force des bras et des jambes. Accompagné du cliquetis de mousquetons et autre matériel pen-

dant à la ceinture. Avec une agilité éprouvée, il se hisse jusqu'au plafond, à plus de quinze mètres du sol. Et domine désormais son monde. «On se sent un peu comme un roi», lance-t-il, alors que résonnent les cloches de la cathédrale égrenant les heures. Du haut de son perchoir, l'acrobate montre des ancrages alentours qu'ils ont déjà examinés. «Nous nous sommes assurés de leur résistance à l'aide d'un testeur d'arrachement.» Resté au sol, Jordan Furlan ne lâche pas son collègue des yeux, prêt à intervenir au besoin. «Nous œuvrons toujours en binôme, question de sécurité. Nous installons systématiquement deux cordes, deux points d'accroche pour pallier un éventuel oubli, limiter les risques si on rencontre par exemple un angle coupant...» La sécurité dans le domaine, affirment les cordistes, va au-delà de celle pratiquée dans la construction. «On court moins de risques dans notre métier qu'en roulant tous les jours sur une autoroute.» La concentration reste aussi essentielle, même après des années de pratique.

## ADRÉNALINE AU RENDEZ-VOUS

Titulaire d'un CFC de maçon, Jordan Furlan opère comme cordiste depuis huit ans. Ses années d'expérience ne l'empêchent pas de ressentir toujours l'émotion au début d'un chantier. «Surtout quand il faut monter très haut. Ou quand on n'a pas pratiqué une semaine ou deux.» Même prudence observée par son acolyte, en couple et père d'un garçon de 5 ans. «Si on n'a plus une certaine adrénaline, c'est là qu'on risque de faire des conneries», note celui qui comptabilise de son côté quinze années de service. Et Maël Dubois d'ajouter: «On n'oublie jamais que, si on tombe, on chute une seule fois. C'est

un peu cru, mais c'est la réalité.» Les deux hommes férus de sports – entre snowboard et skate pour le trenaire et canyoning, kite-surf et escalade pour son collègue – précisent encore apprécier le côté aventurier de leur activité, en raison de la variété des lieux où ils opèrent. Et cela alors qu'ils agissent là où un échafaudage ou d'autres moyens d'élévation ne peuvent être mis en œuvre. «C'est un métier-passion», déclarent-ils, soulignant encore l'ambiance particulière qui règne dans le milieu marqué par une «culture de l'ouverture et l'amour des sports extrêmes».

## UN DÉFI PERMANENT

La démonstration de leur activité passera encore par l'accrochage de sangles potentiellement utilisées lors de déplacements dans les travaux en hauteur. Dans une chambre plus élevée où de magnifiques cloches dorment dans un écrin de charpente, Jordan Furlan joue à son tour l'homme-araignée, évoluant avec la même aisance que son homologue le long d'une poutre. Si le métier offre l'avantage d'opérer dans des environnements hors du commun, il ne peut s'exercer sans une bonne condition physique. «Je commence à ressentir le poids des ans. Je retournerai peut-être dans la menuiserie. Je n'imagine pas rester dans cette profession jusqu'à 50 ans», indique Maël Dubois. Jordan Furlan écarte, pour sa part, l'idée de renouer avec son travail premier de maçon. «Trop monotone. J'apprécie l'aspect technique du job actuel, la variété des chantiers, la nécessité de trouver des solutions pour accéder en toute sécurité aux lieux d'intervention. Un défi permanent. A terme, je pourrai me diriger vers le travail de formateur.» ■

## PARCOURS ASCENSIONNEL: UN FONDATEUR AUDACIEUX ET PASSIONNÉ

Créé en 2009, Vertical Access, c'est d'abord l'histoire d'une passion et d'un homme, Jean-Pascal Charpillot. Ce féru de grimpe de 41 ans, rencontré à Semsales (FR), dans les vastes locaux de l'entreprise qu'il a fondée et codirigé, revient sur son parcours. Un chemin qui l'a conduit aujourd'hui à la tête d'une société comptant 80 employés, des succursales à Genève et en Valais, et proposant des prestations élargies: travaux en hauteur (de 40 à 50 employés), formation, santé et sécurité, architecture et maçonnerie. L'homme, titulaire d'un master en sciences du sport et d'un autre en pédagogie, commence durant ses études par proposer ses services de cordiste. Et se charge notamment de nettoyer des cages d'escaliers. Un moyen de concilier son amour de l'escalade et de gagner un peu d'argent de poche. De fil en aiguille, les mandats se multiplient. Et le poussent à professionnaliser ses prestations. A 26 ans, au terme de son cursus universitaire, le Fribourgeois crée Vertical Access avec un associé qui, quelques années plus tard, quitte le navire. Pas de quoi le décourager. «J'ai alors mis toutes mes forces dans le projet. Je restais seul maître du jeu, poussé par mon esprit d'entreprendre et le plaisir de pouvoir éprouver à travers mon travail des sensations semblables à celles procurées par des sports extrêmes», raconte le

sympathique et décontracté quadragénaire, puisant un fruit dans une corbeille bien garnie offerte deux fois par semaine à ses salariés. Et d'ajouter: «Quand on se trouve par exemple sur un toit, surplombant la ville, on ressent des sensations qui prennent aux tripes, évoluant dans un environnement hors du commun. Et puis, le cordiste mène un peu une vie d'aventurier, changeant très régulièrement de lieux d'intervention. Aux antipodes d'un travail répétitif d'opérateur sur une chaîne de production.»

Jean-Pascal Charpillot n'a toutefois plus guère l'occasion d'aller sur le terrain. Il maintient néanmoins ses compétences à niveau, appelé, comme les autres cordistes, à revalider chaque trois ans ses acquis. Marié et père de quatre enfants, celui qui a envisagé à un moment de devenir guide de montagne, bénéficie aussi de moins de temps pour se consacrer au sport. Et s'il fait toujours du vélo, il a, pensant à sa famille, renoncé à l'alpinisme en raison des risques liés à la pratique. «Je reste fier du chemin parcouru. Mais je ne suis pas seul, je peux m'appuyer sur des personnes fiables, compétentes. Et je suis particulièrement heureux de créer de l'emploi, d'imaginer des familles partent en vacances grâce au travail généré. C'est ce qui me touche le plus», affirme Jean-Pascal Charpillot, ayant grandi auprès de parents engagés dans le social. Et



Jean-Pascal Charpillot, fondateur et codirecteur de Vertical Access. Les fonts baptismaux de l'entreprise reposent sur sa passion de l'escalade.

## DE NOMBREUSES CORDES À LEUR ARC

Installation de lignes de vie, débouçage de cheneaux, remplacement de pièces, nettoyage de panneaux photovoltaïques, etc., les cordistes remplissent des missions variées. Et sont susceptibles d'intervenir dans quatre environnements distincts. La majorité des mandats, à Vertical Access, se déroule dans les secteurs de l'industrie, de la pharma, de l'horlogerie et de l'agroalimentaire. Les professionnels des travaux en hauteur y effectuent des tâches multiples: maintenance sur des machines de production, changements de filtres, de disques,

de freins, montage et démontage de tuyauterie, modifications d'installations, etc. Dans l'espace urbain, les travaux les plus fréquents portent sur le nettoyage de surfaces vitrées et de façades. Mais les commandes peuvent également englober le montage d'un drapeau, la réfection d'un joint de dilataion, la pose de systèmes antivolatiles, comme les piques antipigeons, etc. Les offices responsables d'ouvrages d'art recourent également aux cordistes pour procéder à des analyses en matière de sécurité. Carottages et relevés divers lors de dégrada-

tions d'infrastructures comme des ponts – on pense à la catastrophe de Gènes qu'un entretien adéquat aurait pu éviter –, vérifications de serrage de boulons, analyse de risques à la suite de tremblements dus au trafic, de corrosions... Enfin, dernier terrain d'intervention: le milieu naturel. Il s'agira alors de purger par exemple des falaises menaçant de s'effondrer, de provoquer la chute d'éléments instables, de stabiliser des terrains, de fixer des filets de protection, des paravalanches, etc. Et, plus rarement, d'aménager des vias ferratas. ■



Des interventions de haut vol... dans un cadre hors du commun. Maël Dubois s'est hissé à plus de 15 mètres du sol.



Travail en charpente, dans des salles inaccessibles au public. La variété des lieux d'intervention participe de l'attrait pour le métier.



Au tour de Jordan Furlan de jouer les hommes-araignées...



Les cordistes évaluent ensemble le terrain de leur intervention.



La résistance de l'ancrage a été préalablement vérifiée avec un testeur d'arrachement.



Pour des raisons de sécurité, le travail s'effectue toujours en binôme.



A l'heure de remballer...



Vertical Access organise également des formations dans ses murs, à Semsales, pour les ouvriers appelés à effectuer des travaux en hauteur.

## FORMATION SUR MESURE

Ne deviennent cordistes à Vertical Access que les personnes titulaires d'un CFC. «Il faut disposer au départ d'un vrai métier comme maçon, charpentier, menuisier», précise Jean-Pascal Charpillot, fondateur et codirecteur de l'entreprise. Les travailleurs intéressés devront ensuite suivre une formation spéciale, validée par la Suva. Cette dernière comprend trois niveaux d'une durée d'une semaine chacun, pour ceux qui souhaitent maîtriser le processus de A à Z: la première semaine porte sur le travail en suspension par corde, mais celle-ci ne sera pas fixée par l'apprenant. Au terme de 12 mois d'activité et 1000 heures d'expérience, le candidat a la possibilité de passer au deuxième niveau. Il se familiarisera alors avec l'installation d'ancrages et de cordes. Un an et 1000 heures d'expérience plus tard, il sera éligible pour le dernier module, qui implique des responsabilités accrues, intégrant l'analyse de risques. Tous les trois ans, les cordistes devront refaire une semaine de formation pour s'assurer du maintien de leurs acquis. «Les qualités nécessaires pour exercer ce métier? Etre sain de corps et d'esprit. Se montrer lucide. Savoir anticiper. En hauteur, tout se complique», indique Jean-Pascal Charpillot, précisant que les professionnels opèrent toujours en binôme. «On se surveille mutuellement et se prête assistance au besoin», conclut le responsable, notant que son entreprise n'a à ce jour jamais eu d'accidents à déplorer. ■

# FAVORISER UN MIEUX-ÊTRE AU TRAVAIL

Unia Transjurane propose à ses membres une formation sur l'intelligence émotionnelle au travail. Entretien avec la responsable des cours, Melina Amstutz, et témoignages de participants

Sonya Mermoud

«Je suis confrontée à une surcharge de travail. Les objectifs à atteindre sont irréalisables et la pression à la performance constante.» «Je me fais vampiriser par mes collègues. Et mon chef ne me comprend pas.» «Même durant mon temps libre, je pense au boulot. C'est constamment dans ma tête. Je suis stressé...» Autant de situations professionnelles difficiles susceptibles d'être abordées dans la formation sur l'intelligence émotionnelle donnée par Melina Amstutz, de Debco-coaching, à la demande d'Unia Transjurane. «Ce qu'est l'intelligence émotionnelle? C'est la capacité à comprendre, à exprimer et à gérer ses émotions et celles des autres», répond la formatrice d'adultes et coach de 36 ans, tout en précisant la teneur des cours. «Ils se basent sur l'acquisition de compétences dites souples, soit le savoir-être, tout aussi utile et nécessaire que le savoir-faire.»

## RÉCURRENCE DE SURCHARGE DE TRAVAIL

Concrètement, les participants apprennent à autoréguler leurs ressentis, à fonctionner en équipe, à s'adapter aux aléas, à s'affirmer afin de pouvoir exprimer leurs besoins et défendre leurs droits, etc. Ils acquièrent des connaissances utiles dans les négociations, lors de désaccords. Ils s'instruisent sur la manière de poser des limites, de dire non avec respect. Et développent l'estime de soi, la confiance. Le cursus met aussi l'accent sur la résilience, l'empathie et l'entraide... «La démarche vise à garder une bonne santé mentale dans son job et à améliorer ses relations avec ses collègues et la hiérarchie.» L'approche proposée se révèle théorique et pratique, interactive et ludique, intégrant des jeux de rôle. «Nous travaillons toujours sur des situations concrètes. Le profil des élèves? J'accueille une majorité de

femmes provenant d'un large éventail de milieux: industrie, horlogerie, soins, commerce de détail...» Parmi les principaux problèmes rencontrés par les apprenants, Melina Amstutz mentionne la surcharge de travail, «un mal chronique, avec des sous-effectifs et des objectifs à atteindre élevés». Conséquence: le stress est très souvent évoqué provoquant différents états entre anxiété, irritabilité, frustration, etc. Les difficultés de travailler ensemble ou encore la notion de perte de sens dans certains secteurs font aussi partie des situations souvent appréhendées. «Les cours donnent aux participants des outils pour parvenir à maintenir la tête hors de l'eau; des compétences pour survivre. Il n'est pas forcément possible de se reconverter professionnellement.»

## RAVAGE DES MAUX PSYCHOSOCIAUX

La formation s'étend sur trois mois et comprend 8 rencontres de 3 heures, organisées pour des groupes de 6 à 8 personnes. Elle s'enrichit d'une heure de coaching individuel. «Elle est ouverte à tous les membres d'Unia et se déroule le soir. Ces derniers ne paient qu'une participation de 100 francs, négociable au besoin. Ce cursus, lancé en 2023, complète celui que nous avions déjà, axé sur le bilan de compétences. C'est une brique supplémentaire», note Michele De Bonis, responsable RH, des finances et de la formation à Unia Transjurane, précisant que deux sessions ont déjà été mises sur pied. Et qu'une nouvelle débute à l'an prochain\*. «Ce type de cours est généralement réservé aux cadres. Nous trouvons important de pouvoir aussi les proposer aux travailleuses et aux travailleurs. Les maux psychosociaux font des ravages, mais nombre d'entreprises se désresponsabilisent sur ces questions alors que les problèmes devraient être traités à la racine.» Les cycles déjà organisés ont rencontré un franc succès.



Melina Amstutz, de Debco-coaching, apprend aux membres d'Unia Transjurane à comprendre, exprimer et gérer leurs émotions et celles des autres. Pour elle, le savoir-être est tout aussi important que le savoir-faire.

## DANS L'ESPRIT DU SYNDICAT

«J'ai appris à transformer les problèmes en solutions. L'ambiance dans l'atelier de production s'est considérablement améliorée. Nous continuons à mettre des choses en place ensemble», témoigne Sandrine (prénom d'emprunt), une ancienne élève travaillant dans l'industrie médicale. Même commentaire élogieux de Françoise (prénom d'emprunt), employée de commerce. La syndiquée juge l'initiative d'Unia «très bonne, dans le sens que le vivre ensemble et le vivre mieux s'ap-

pliquent aussi au travail». Elle souligne également la nécessité d'être plus unis «afin de répondre aux exigences de notre époque». Pour Vincent, technicien process, «la formation était très bien structurée, avec un bon équilibre entre théorie et pratique». L'homme, à l'image de plusieurs autres participants, mentionne en outre les talents pédagogiques de Melina Amstutz. Il précise encore qu'il a beaucoup apprécié le travail en groupe et le partage avec les autres apprenants. Un aspect particulièrement important pour Michele De Bonis, rap-

pelant l'esprit collectif du syndicat et les bénéfices aussi communs qu'individuels d'une telle démarche, propre à donner du courage aux participants... ■

\* Davantage d'informations sur la formation relative à l'intelligence émotionnelle auprès d'Unia Transjurane.

Notre vidéo:  
[youtu.be/LI7W1XKhNO](https://youtu.be/LI7W1XKhNO)



## PAUSE CAFÉ MILITANTE

Avec Joao de Carvalho Figueiredo



## «LA FORCE DU SYNDICAT, CE SONT LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES»

Nouveau président d'Unia Genève, le machiniste Joao de Carvalho Figueiredo veut accentuer la dynamique militante.

Jérôme Béguin

«Lorsque je m'engage, je le fais à fond.» Le nouveau président d'Unia Genève, Joao de Carvalho Figueiredo, est un battant. Originaire de la région de Viseu, au Portugal, ce machiniste dans la construction est installé en Suisse depuis 2008. «La crise nous a poussés à partir, nous avions de la famille ici et j'ai trouvé un premier emploi en Valais. C'était un peu difficile, je me suis retrouvé seul dans un studio à Anzère, tandis que ma compagne est restée au Portugal avec nos deux enfants, mon dernier n'avait que 1 an.» Dans son pays natal, Joao Figueiredo effectuait de la gestion comptable dans un bureau. Il s'est reconverti dans le bâtiment et a fait fonctionner la centrale qui fournit le béton à ses collègues maçons. «La construction, c'est dur, car nous sommes dehors toute l'année: l'été durant les grosses chaleurs et l'hiver lorsqu'il gèle.»

C'est le comité du gros œuvre qui a désigné le centraliste béton pour se présenter à la tête d'Unia Genève. Elu fin juin, il succède à Xavier Henauer.

Joao Figueiredo n'est pas du genre à se tourner les pouces. Au Portugal, dans son village, il a été le responsable du groupe de scouts et membre du comité directeur du club de foot. Il est aujourd'hui président de l'assemblée de Casa Benfica de Genève, la maison des supporters du club de foot de Lisbonne, et vice-président de l'association culturelle luso-suisse Laços. Il est aussi conseiller des communautés portugaises, un organe consultatif du Gouvernement



Pour Joao de Carvalho Figueiredo, il est important que les militants soient nombreux à s'engager aux côtés des secrétaires syndicaux.

portugais, et siège à la commission cantonale de formation professionnelle de la construction. Entre autres. «Je n'arrive pas à rester sans rien faire, je suis toujours en mouvement, j'ai besoin de faire quelque chose en dehors de mon travail dans le bâtiment», explique-t-il, un sourire aux lèvres, atablé au café du Rond-Point.

## «NOUS SOMMES UN SYNDICAT DE LUTTE»

Il s'est arrêté quelques instants de distribuer des tracts aux passants sur la plaine de Plainpalais balayée par la bise. C'est samedi, et Unia est présent dans cinq lieux de la cité pour donner des informations sur les votations du 22 septembre. «Nous essayons toujours d'aller sur le terrain afin que les travailleurs puissent rencontrer des secrétaires syndicaux et des militants. Pour moi, il est important que les militants, qu'ils viennent de la construction, de l'industrie, du tertiaire, des groupes femmes, migration et retraités, soient nombreux à s'engager aux côtés des secrétaires syndicaux. Notre but, c'est la défense des travailleurs et nous sommes un syndicat de lutte, que cela soit dans le domaine du travail ou sur le plan politique. Même si je n'ai pas le droit de vote, la réforme de la LPP me concerne et je veux que ceux qui bénéficient de ce droit votent dans le bon sens.»

Unia Genève s'était engagé à fond en faveur de l'initiative «Une vie ici, une voix ici... Renforçons notre démocratie», notamment en tenant des stands de campagne chaque jour durant deux mois et en organisant un débat, réunissant militants du syndicat et universitaires, auquel avait participé Joao Figueiredo. Mais le texte, proposant d'accorder le droit de vote et d'éligibilité dès huit ans de résidence, a été rejeté par 60% des votants le 9 juin dernier. «Malheureusement, nous n'avons pas réussi.» Pas de quoi démoraliser le syndicaliste: «Il faut rester optimiste dans la vie.»

## «LES JEUNES VONT SE RÉVEILLER UN JOUR»

Ce samedi 21 septembre, Joao Figueiredo sera à Berne pour la manifestation salariale. Il est prévu qu'il monte à la tribune, sur la place

Fédérale, pour prononcer un discours en français et en portugais.

«Il y a beaucoup de Portugais dans la construction, mon numéro n'est pas secret, il y a des gens qui m'appellent, je fais un peu la liaison.» Les syndicats et la Société suisse des entrepreneurs ont entamé des négociations salariales au début du mois. L'année passée, la fâtière patronale avait refusé toute augmentation salariale et rompu les négociations. «Certaines entreprises ont accordé des augmentations individuelles, d'autres pas. Le problème, c'est que le coût de la vie augmente pour tout le monde.» Afin de compenser le renchérissement, les syndicats revendiquent 250 francs en plus pour tous chaque mois.

Après quoi s'ouvriront les négociations pour le renouvellement de la Convention nationale, qui échoit fin 2025. «Ça va être dur, il faut commencer à mobiliser dès à présent, ce n'est pas à deux mois de l'échéance qu'on va pouvoir le faire.»

Il regrette le manque d'implication de la jeunesse. «Les plus de 50 ans sont syndiqués, mais lorsqu'on descend sur l'échelle des âges, il y a de moins en moins de membres. La force du syndicat, ce sont les travailleurs: plus nous avons de membres, plus nous sommes forts. Les jeunes n'ont pas encore compris que les anciens ont obtenu le 13e salaire, la retraite anticipée ou le panier en imposant un rapport de force aux patrons. Mais ils vont se réveiller un jour.» ■



Notre vidéo:  
[youtu.be/n06cv-mlfh0](https://youtu.be/n06cv-mlfh0)



## LE PALAIS DE RUMINE EN ÉTAT DE SIÈGE

Photo Thierry Porchet

A Lausanne, le vénérable bâtiment de style néo-florentin édifié en 1902 et abritant des musées et la bibliothèque cantonale affronte depuis le mois d'août les travaux de sécurisation du parking de la Riponne. La Municipalité de Lausanne ayant en effet constaté que des dalles du parking caché sous la place montraient des signes de faiblesse en raison d'infiltrations.

### POING LEVÉ

## TOUT ÇA POUR ÇA!

Par Manon Todesco

Il aura fallu 51 jours à Emmanuel Macron pour nommer un Premier ministre. Rembobinons le film. Nous sommes au mois de juin, au moment des élections européennes. L'extrême droite arrive en tête, incarnée par le Rassemblement national. Ni une ni deux, le président dissout l'Assemblée nationale en vue de reformer un gouvernement, prétextant qu'il aurait entendu les Français. A l'issue du deuxième tour des élections législatives, c'est le Nouveau Front populaire (NFP), l'union de la gauche, qui arrive en tête. Macron ne l'avait manifestement pas vu venir... Depuis, toutes les excuses ont été bonnes pour retarder la nomination d'un nouveau Premier ministre, notamment celle des Jeux olympiques. Après quasi deux mois d'attente, et alors que le NFP s'était (péniblement) accordé pour présenter Lucie Castets, le président français a encore provoqué la surprise – et surtout l'écœurement – en nommant Michel Barnier.

Encore une fois, Macron a entendu les Français mais ne les a pas écoutés. Cela devient une habitude. Le peuple s'est massivement rendu aux urnes pour remettre le pouvoir aux mains de la gauche unie, et lui, mauvais perdant, nous dégote un Premier ministre républicain, de droite donc. Une escroquerie de plus. L'ancien socialiste Bernard Cazeneuve avait bien été courtisé par Macron, mais celui-ci voulant "rester droit dans ses bottes" et appliquer une ligne de gauche, il a rapidement été écarté. Ben voyons! Tout ça pour ça, donc! En dissolvant l'Assemblée sur un coup de tête, le président a mis la démocratie de son pays en péril, en prenant le risque de le remettre aux mains du Rassemblement national, et finalement il s'assoit sur la volonté populaire. Il y a fort à parier que Barnier s'appliquera à faire des courbettes au clan Le Pen-Bardella pour ne pas se faire censurer et trouver des compromis.

Car des atomes crochus avec l'extrême droite, il en a. D'ailleurs, depuis que Michel Barnier a critiqué la politique européenne et les Accords de Schengen en 2021, en appelant notamment à un renforcement du contrôle des frontières et à un durcissement de la politique nationale en matière d'expulsion des étrangers, le RN a déclaré qu'il avait «évolué positivement». Et ça n'est pas un compliment. A 73 ans et une carrière de député, de ministre et de commissaire européen derrière lui, il traîne quelques casseroles, notamment plusieurs votes en défaveur de l'avortement, contre le Pacs, mais aussi contre la Loi Gayssot, qui réprime tout acte raciste, antisémite ou xénophobe. Cette nomination est préoccupante et questionne beaucoup quant à l'avenir de la France. Par contre, ce qui est sûr, c'est qu'avec ce nouveau hold-up politique, Emmanuel Macron se décrédibilise, lui et son parti, une énième fois et déroule un tapis rouge pour l'extrême droite en 2027... ■



### DE BIAIS

Christophe Gallaz

## DIVERSITÉ DE LA PRESSE ET BIODIVERSITÉ

À propos du groupe Tamedia, et très indépendamment de son approche néolibérale du travail journalistique et des professionnels qui s'efforcent de l'exercer en ces temps difficiles de vitesse et de réseaux sociaux: dans quelle mesure les concentrations telles qu'il en envisage ces temps-ci vont-elles réduire la diversité de la presse?

Esquisser la réponse est complexe, nous interroger sur la diversité de la presse n'équivalant pas à nous interroger sur la diversité des opinions dont cette presse est le présentoir. Et

si nous nous interrogeons rarement sur la diversité des opinions en Suisse romande, c'est qu'elle n'a cessé de diminuer graduellement si ce n'est imperceptiblement, en tout cas dans les organes de presse plus généralistes qu'engagés comme celui-ci.

Au moins trois facteurs ou processus ont induit cette disparition. Le premier, c'est la nature des mécanismes visant à prélever puis à transmettre les informations, ce que je nommerai le matériau médiatique. Le deuxième, c'est la machinalisation de ceux qui «consomment» ce matériau. Et le troisième, c'est la transformation de leur attente à cet égard.

Un, la nature des mécanismes de transmission médiatique. La tendance «réductrice» des pools et des agences d'information, qu'il s'agisse du texte ou des images. Ce qui compte de nos jours est en effet la qualité du transit affectant toute information: la vitesse à laquelle elle peut être formulée, acheminée, consommée puis oubliée – de telle sorte que la suivante advienne dans les meilleures conditions de disponibilité possibles.

Deux, la machinalisation de ceux qui consomment le matériau médiatique. L'obligation dans laquelle ils se trouvent de ne pas suffoquer par excès des informations qui leur sont proposées. L'obligation, par conséquent, dans laquelle ils se trouvent de réduire le niveau d'attention qu'ils y consacrent: soit en lisant de moins en moins de journaux et en regardant de moins en moins de programmes, soit en rendant leur manière de les lire et de les regarder plus superficielle et plus zappreuse.

Et trois, la transformation de ce que nous espérons du matériau médiatique. Notre désir de connaître les événements du monde pour nous y repérer, qui fondait la presse traditionnelle et fonde encore ce qu'il en reste, étant devenu très imperceptiblement notre désir d'en être perpétuellement étonnés, et sans doute aussi divertis.

Or cette évolution du domaine médiatique n'est-elle pas le miroir du monde et de notre espèce elle-même telle qu'elle va, ou plutôt dé-va? Voyez l'infléchissement de nos communau-

tés humaines où maints comportements collectifs dérivent hors du socle démocratique. Où les pratiques de la conversation publique se ratatinent sous l'empire des réseaux sociaux ruisselants de prose agressive. Où les manières d'accueillir l'Autre et sa culture sont écrasées par une xénophobie normalisée.

Où la souffrance économique éprouvée par une part croissante des populations se manifeste «au profit de minorités toujours plus restreintes», comme l'écrivit Claude Lévi-Strauss dans son *Anthropologie structurale* (1958), qui savourent «le privilège d'un humanisme corrompu». Où nous envahissent, comme disait le pape l'autre semaine, la «culture du rejet», les «tentations idéologiques et populistes» et les «pouvoirs autoréférentiels». La raison du plus fort.

Et prenez l'ordre naturel, celui de l'ordre naturel que notre même espèce accable. Qui fait taire, mais cette fois dans le grand Parlement du Vivant, les voix de l'Autre en tant qu'animal ou végétal, voire qu'instance physique comme les océans ou les

mouvements climatiques. Des «frères inférieurs» et des choses, donc, ceux-là mêmes qui composent la biodiversité dans ses décors indispensables. Et qui dépendent, tant l'influence humaine s'est faite démesurée, de nos agissements politiques en fonction de leurs soubassements idéologiques. Le «climatoscepticisme d'Etat» et le «carbofascisme», par exemple, évoqués par la militante écologiste Camille Etienne et le géographe Antoine Dubiau dans une tribune de *Libération* datée du 4 juillet passé, étant devenus typiques voire exclusifs de la droite autoritaire et de l'extrême droite. Même loi du plus fort. Et de cela, la presse telle qu'elle est devenue, et ses «consommateurs» tels qu'ils sont eux-mêmes devenus, ne sont pas innocents. Tout se tient, hélas, de la diversité malmenée dans nos cerveaux à la biodiversité massacrée, celle qu'il nous faut défendre avec la plus grande ardeur au fond des urnes ce dimanche. ■

# «ON DIRAIT UN TABLEAU CE MATIN»

Alors que le temps des désalpes arrive, reportage avec Chloé Hügli, bergère de génisses dans le Jura vaudois

Textes Aline Andrey  
Photos Olivier Vogelsang

En cette aube de fin août, la brume s'accroche sur la crête du Marchairuz. Une étroite route traverse plusieurs alpages, délimités par des fils électriques et des murs de pierres si caractéristiques de la chaîne du Jura. Le soleil sort des sapins, quand Chloé Hügli apparaît sur le chemin. «J'ai déjà commencé la tournée», lance-t-elle avec énergie, tout sourire. Chaque matin, depuis le 27 mai, elle rend visite aux trois troupeaux dont elle a la charge. Soit une centaine de génisses, de vaches et de veaux dont elle connaît chaque prénom et chaque caractère. Une mémoire infailible, aidée par la diversité des robes, du gris au brun en passant par les noires et les tachetées des races Holstein, Braunvieh, Hérens, et Simmental.

«J'estime que mon salaire est trop bas et j'ai donc décidé de démissionner»

Grosses chaussures de marche aux pieds pour se protéger de l'humidité et d'éventuelles maladies bovines, une écharpe autour du cou, la bergère souligne: «C'est l'une des combes les plus froides de Suisse, une sorte de petite Brévine.» La fraîcheur étonne alors que l'altitude dépasse à peine les 1300 mètres et que la journée s'annonce très chaude.

Dans le pâturage brillant de rosée, zigzaguant entre les bouses, les cailloux et les creux laissés par les pas des bovins, Chloé Hügli nous présente chacune des bêtes qu'elle côtoie au quotidien depuis presque trois mois. «Salut Eureka! Comment ça va?» Une petite gratouille par-ci, un petit massage par-là, un sourire et une inspection attentive des yeux, des pieds, des mamelles afin de déceler une éventuelle maladie telle que l'œil du chamois (un voile blanc sur la rétine), le gros pied (plus fréquent que d'habitude du fait d'une saison particulièrement humide) ou encore une mammite...

«C'est le matin qu'elles sont les plus actives. C'est donc le bon moment pour vérifier si elles ont un problème ou pas. Ensuite, elles ruminent, couchées», indique la bergère, qui doit les déplacer de pâturage en pâturage tous les cinq à sept jours. Vérifier les clôtures ou encore arracher les chardons, les cirses laineux, les rumex font aussi partie de son travail. Son mandat est double: engraisser les animaux et s'occuper des alpages en enlevant les herbes indésirables. «Les éleveurs touchent des subventions pour cela», mentionne-t-elle. De manière générale, l'estivage permet aussi d'éviter la reforestation, de préserver une certaine biodiversité et de créer des sentes qui préviennent les avalanches.



## SYSTÈME PRODUCTIF

«Je dois sortir Delphine de l'enclos, car l'éleveur va venir la chercher. Elle va vèler d'ici à quelques jours, et comme c'est une vache laitière, il préfère qu'elle soit en bas», explique Chloé Hügli, en l'appelant et en la guidant dans le parc à côté de la grange, en ouvrant et refermant des barrières. «Son veau lui sera enlevé après qu'il a bu le colostrum. Puis, il sera nourri au biberon. L'élevage reste un système basé sur la productivité...» Elle soupire tout en tempérant: «Cet été, une vache laitière a mis bas et ne s'est que très peu occupée de son veau. Elle ne l'a pas léché, comme si elle avait l'habitude qu'on le lui prenne directement. Les vaches allaitantes par contre s'occupent de leurs petits pendant près d'une année. Pour ces dernières, c'est le rythme des inséminations qui choque: seulement 42 jours après le vêlage.» La bergère a pu assister, il y a quelques

semaines, à une naissance en plein champ. Un grand moment qui a fait écho à son premier métier, celui d'infirmière... D'ailleurs, elle parle à ses bêtes avec tendresse et respect. Et n'hésite pas à les caresser et à les masser. «Elles aiment ça. Et elles n'ont pas peur de moi, quand je dois les amener à l'étable pour les soigner. Les moments des piqûres par exemple sont très durs émotionnellement.»

Dans le pré, les veaux hésitent entre rester près de leur mère ou s'approcher, leurs yeux tout écarquillés. «Les génisses, elles, sont comme des ados. Elles peuvent être pot-de-colle...» sourit Chloé Hügli, en en repoussant un gentiment. «J'ai l'impression que c'est surtout ma voix qui les fait réagir... Je leur parle beaucoup, mais parfois les sujets de conversation me manquent, rigole-t-elle. Voici Ragusa, très curieuse, très sociable. Et Hélène qui a un air très britannique, flegmatique et princier.» La bergère relève la tête, regarde le grand

troupeau, souligne la poésie du moment: «On dirait un tableau ce matin.»

Quid du loup cette année? «Je ne l'ai jamais vu, mais il y a un mois un veau a été tué pas loin. C'était un animal déjà très mal en point. Selon moi, les animaux fragiles ne devraient pas être en alpage.» Et d'ajouter: «Les bergers sont plus nombreux qu'un temps, aussi grâce au loup.»

Ses veaux sont, eux, bien protégés par un enclos à cinq fils. Quant aux quelques vaches dont on n'a pas brûlé les cornes, elles sont également plus armées en cas d'attaque. Reste que ces dernières sont rares. «Dans les étables, il manque souvent de place et la majorité des éleveurs ne veulent pas qu'elles se blessent», explique Chloé Hügli.

## UN TRAVAIL MAL PAYÉ

Elle finira sa deuxième saison dans cet alpage en octobre. «C'est un travail exigeant, sept jours sur sept, sans horaire

ni taux déterminés et sans vacances durant cinq mois continus. Dans ce sens, pour ma part, j'estime que mon salaire est trop bas et j'ai donc décidé de démissionner. Mon désir que les conditions de travail soient conventionnées, comme dans les cantons de Fribourg et du Valais par exemple, n'est toutefois pas partagé par tous les membres de l'association des bergers du Jura», explique celle qui s'est formée en Valais et envisage l'été prochain de partir dans les Alpes, et pourquoi pas auprès de moutons.

Si Chloé Hügli n'a pas peur de la solitude, elle n'a pas choisi l'alpage pour s'isoler. «J'aime vivre dehors et l'effort physique. Ici, on prend conscience de la valeur de l'énergie. Si l'on veut se chauffer, on commence par couper du bois.»

Le son des cloches, incessant en cette matinée de broutement, lui permet de retrouver les dernières bêtes. «C'est fascinant à quel point, dans ces collines, le son se réverbère. Mais comment elles le vivent, elles, c'est une autre question...» Début octobre, après la désalpe, elle sait que les cloches continueront de retentir encore un temps dans ses oreilles, comme un bruit fantôme. A son retour en plaine, elle reprendra son emploi d'animatrice à la Soupe populaire, au cœur de Lausanne et de ses maux, et ses nuits de veille à l'association Astrée qui accueille des victimes de traite d'êtres humains et d'exploitation. Une autre vie... ■

## PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Cette année a marqué la première saison d'alpage après l'inscription de cette tradition au Patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco en 2023. Sur le site de l'organisation, on peut lire notamment: «Cette pratique contribue à la préservation des paysages naturels et crée des liens économiques et sociaux entre les populations locales et les alpagistes. Elle a permis de développer les connaissances et les savoir-faire nécessaires pour entretenir les sites, et des pratiques sociales et religieuses telles que des rites, des prières et des bénédictions, des costumes traditionnels, des concours de bétail et des fêtes locales.»

Environ 470 000 bovins, 7000 chevaux et 240 000 moutons et chèvres se partagent les quelque 5000 km<sup>2</sup> d'alpage que compte la Suisse, un tiers de l'ensemble des terres agricoles du pays. Environ 5500 tonnes de fromages d'alpage y sont produites chaque année. ■

